

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2010

États financiers non disponibles à la date de publication.

Rapport de la direction

Les états financiers du Musée d'art contemporain de Montréal (Musée) ont été dressés par la Direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du Rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la Direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La Direction procède à des vérifications périodiques, afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme par le Musée.

La Direction du Musée reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le Conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le Comité consultatif du budget, de la vérification et de la gestion dont les membres ne font pas partie de la Direction. Ce Comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au Conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Musée, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son Rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le Comité consultatif du budget, de la vérification et de la gestion pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

La directrice générale,



Paulette Gagnon

Le directeur des finances,



Neil Beaudette, CA

Montréal, le 15 juin 2011

Rapport de l'auditeur indépendant

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Musée d'art contemporain de Montréal, qui comprennent le bilan au 31 mars 2011 et les états des résultats et évolution des soldes de fonds et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la Direction pour les états financiers

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

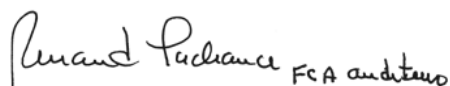
Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Musée d'art contemporain de Montréal au 31 mars 2011, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur
Montréal, le 15 juin 2011

Résultats et évolution des soldes de fonds

De l'exercice clos le 31 mars 2011

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales
PRODUITS		
Subventions du gouvernement du Québec		
Fonctionnement	9 488 800 \$	– \$
Intérêt sur la dette à long terme	–	–
Amortissement des subventions reportées (note 17)	–	–
Subventions du gouvernement du Canada (note 5)	443 500	–
Subvention - Autre	6 796	–
Dons d'œuvres d'art	523 752	–
Commandites et autres dons (note 7)	472 052	–
Revenus de placements (note 8)	177 952	–
Ventes	–	27 583
Locations d'espace	–	141 180
Locations d'expositions	47 725	–
Redevances	–	17 030
Billetterie	392 634	–
Activités éducatives et culturelles	173 826	–
Autres	108 917	29 792
	11 835 954	215 585
CHARGES		
Traitements et avantages sociaux	4 731 556	20 082
Services professionnels, administratifs et autres	1 628 468	8 726
Taxes municipales et scolaires	1 801 844	–
Services de transport et communications	1 121 557	390
Fournitures et approvisionnements	475 991	45
Locations	1 022 896	24 652
Entretien et réparations	298 668	2 032
Intérêts et frais d'emprunt	848	–
Acquisitions d'œuvres d'art (note 9)		
Dons d'œuvres d'art	523 752	–
Achats d'œuvres d'art	364 199	–
Amortissement - Immobilisations corporelles	–	–
	11 969 779	55 927
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(133 825)	159 658
SOLDES DE FONDS AU DÉBUT	281 460	275 000
Contributions interfonds (note 11)	134 658	(159 658)
	282 293	275 000
Solde d'ouverture des gains latents cumulés sur les actifs financiers disponibles à la vente	34 669	–
Gains (pertes) latents survenus au cours de la période sur les actifs financiers disponibles à la vente	(5 768)	–
Reclassement des gains latents virés à l'excédent (insuffisance) des produits sur les charges	–	–
Gains latents cumulés en fin d'exercice sur les actifs financiers disponibles à la vente	28 901	–
SOLDES DE FONDS À LA FIN	311 194 \$	275 000 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de la campagne de financement	Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art	Total 2011	Total 2010
– \$	– \$	– \$	– \$	9 488 800 \$	9 559 300 \$
–	205 109	8 845	–	213 954	240 723
–	201 257	–	–	201 257	178 103
–	–	–	–	443 500	427 156
–	–	–	–	6 796	2 616
–	–	–	–	523 752	4 624 755
–	–	–	–	472 052	322 335
–	–	–	–	177 952	50 803
–	–	–	–	27 583	48 876
–	–	–	–	141 180	142 121
–	–	–	–	47 725	45 621
–	–	–	–	17 030	-
–	–	–	–	392 634	381 759
–	–	–	–	173 826	134 507
–	–	–	–	138 709	101 920
–	406 366	8 845	–	12 466 750	16 260 595
–	–	–	–	4 751 638	4 617 059
–	–	–	–	1 637 194	1 722 046
–	–	–	–	1 801 844	1 759 433
–	–	–	–	1 121 947	767 170
–	–	–	–	476 036	395 672
–	–	–	–	1 047 548	1 024 187
–	–	–	–	300 700	281 594
–	205 109	8 845	–	214 802	246 525
–	–	–	–	523 752	4 624 755
–	–	–	–	364 199	336 679
–	201 257	–	–	201 257	178 103
–	406 366	8 845	–	12 440 917	15 953 223
–	–	–	–	25 833	307 372
300 000	–	–	1 412 846	2 269 306	1 961 934
25 000	–	–	–	–	-
325 000	–	–	1 412 846	2 295 139	2 269 306
–	–	–	20 907	55 576	(176 362)
–	–	–	109 271	103 503	256 417
–	–	–	(11 662)	(11 662)	(24 479)
–	–	–	118 516	147 417	55 576
325 000 \$	– \$	– \$	1 531 362 \$	2 442 556 \$	2 324 882 \$

Bilan

Au 31 mars 2011

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	1 542 225 \$	– \$
Placements temporaires (note 12)	243 820	–
Créances	286 297	15 380
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités d'encaissement	251 243	270 475
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	–	–
Autres subventions à recevoir	6 228	–
Frais payés d'avance	478 582	–
	2 808 395	285 855
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	–	–
Placements à long terme (note 12)	1 131 341	–
Immobilisations corporelles (note 13)	–	–
	3 939 736 \$	285 855 \$
PASSIF		
À court terme		
Avances bancaires et marge de crédit (notes 14 et 15)	– \$	– \$
Fournisseurs et frais courus	1 074 798	–
Provision pour vacances	387 177	–
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités de remboursement	–	–
Intérêts à payer	–	–
Produits reportés	125 750	10 855
Dons reportés (note 6)	–	–
Revenus de placements reportés (note 12)	1 091 459	–
Subventions reportées du gouvernement du Québec - Projets spécifiques	250 000	–
Portion court terme de la dette à long terme (note 16)	–	–
	2 929 184	10 855
Avantages sociaux futurs (note 18)	699 358	–
Dette à long terme (note 16)	–	–
Subventions reportées du gouvernement du Québec (note 17)	–	–
	3 628 542	10 855
SOLDES DE FONDS		
Affectations d'origine externe (note 10)	250 000	–
Affectations d'origine interne	–	275 000
Non grevés d'affectations	32 293	–
Gains latents cumulés sur les actifs financiers disponibles à la vente	28 901	–
	311 194	275 000
	3 939 736 \$	285 855 \$

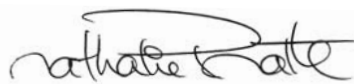
Engagements (note 20)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Marc DeSerres



Nathalie Pratte

Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de la campagne de financement	Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art	Total 2011	Total 2010
– \$	– \$	– \$	25 381 \$	1 567 606 \$	1 226 022 \$
–	–	–	134 829	378 649	504 606
–	–	–	–	301 677	207 843
325 000	–	320 983	–	–	–
–	684 835	69 906	–	754 741	876 377
–	–	–	–	6 228	11 268
–	–	–	–	478 582	470 895
325 000	684 835	390 889	160 210	3 487 483	3 297 011
–	3 802 059	67 185	–	3 869 244	4 407 128
–	–	–	2 493 953	3 625 294	3 277 631
–	485 399	–	–	485 399	539 903
325 000 \$	4 972 293 \$	458 074 \$	2 654 163 \$	11 467 420 \$	11 521 673 \$
– \$	343 395 \$	– \$	– \$	343 395 \$	226 348 \$
–	–	–	–	1 074 798	656 211
–	–	–	–	387 177	446 527
–	44 900	–	1 122 801	–	–
–	63 814	2 721	–	66 535	79 483
–	–	–	–	136 605	117 171
–	–	320 983	–	320 983	300 983
–	–	–	–	1 091 459	1 124 042
–	–	–	–	250 000	–
–	617 451	67 185	–	684 636	794 312
–	1 069 560	390 889	1 122 801	4 355 588	3 745 077
–	–	–	–	699 358	742 656
–	3 417 334	67 185	–	3 484 519	4 169 155
–	485 399	–	–	485 399	539 903
–	4 972 293	458 074	1 122 801	9 024 864	9 196 791
–	–	–	1 412 846	1 662 846	1 662 846
325 000	–	–	–	600 000	575 000
–	–	–	–	32 293	31 460
–	–	–	118 516	147 417	55 576
325 000	–	–	1 531 362	2 442 556	2 324 882
325 000 \$	4 972 293 \$	458 074 \$	2 654 163 \$	11 467 420 \$	11 521 673 \$

Flux de trésorerie

De l'exercice clos le 31 mars 2011

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(133 825) \$	159 658 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		
Amortissement des immobilisations	—	—
Variation de la juste valeur des placements	—	—
	(133 825)	159 658
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation		
Créances	(92 101)	(6 733)
Créances interfonds	(62 092)	6 778
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	—	—
Autres subventions à recevoir	5 040	—
Frais payés d'avance	(7 687)	—
Fournisseurs et frais courus	418 587	—
Provision pour vacances	(59 350)	—
Intérêts à payer	—	—
Produits reportés	19 479	(45)
Dons reportés	—	—
Revenus de placements reportés	(32 583)	—
Subventions reportées du gouvernement du Québec - Projets spécifiques	250 000	—
Avantages sociaux futurs	(43 298)	—
Subventions reportées du gouvernement du Québec	—	—
	395 995	—
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	262 170	159 658
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette à long terme	—	—
Nouvelle dette à long terme	—	—
Avances bancaires	—	—
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	—	—
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	—	—
Acquisitions de placements	(359 939)	—
Produit de disposition de placements	303 999	—
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(55 940)	—
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	206 230	159 658
Contributions interfonds (note 11)	134 658	(159 658)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	1 201 337	—
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	1 542 225 \$	— \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ne comprennent que de l'encaisse.
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de la campagne de financement	Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art	Total 2011	Total 2010
– \$	– \$	– \$	– \$	25 833 \$	307 372 \$
–	201 257	–	–	201 257	178 103
–	–	–	(11 662)	(11 662)	(4 281)
–	201 257	–	(11 662)	215 428	481 194
–	–	5 000	–	(93 834)	145 849
(25 000)	30 693	(25 000)	74 621	–	–
–	590 974	68 546	–	659 520	425 848
–	–	–	–	5 040	124 609
–	–	–	–	(7 687)	(13 319)
–	–	–	–	418 587	(53 088)
–	–	–	–	(59 350)	14 572
–	(11 587)	(1 361)	–	(12 948)	(10 383)
–	–	–	–	19 434	(12 351)
–	–	20 000	–	20 000	–
–	–	–	–	(32 583)	97 297
–	–	–	–	250 000	(35 000)
–	–	–	–	(43 298)	(59 362)
–	(54 504)	–	–	(54 504)	18 232
(25 000)	555 576	67 185	74 621	1 068 377	642 904
(25 000)	756 833	67 185	62 959	1 283 805	1 124 098
–	(727 127)	(67 185)	–	(794 312)	(548 068)
–	–	–	–	–	346 022
–	117 047	–	–	117 047	(149 548)
–	(610 080)	(67 185)	–	(677 265)	(351 594)
–	(146 753)	–	–	(146 753)	(196 335)
–	–	–	(940 337)	(1 300 276)	(1 600 249)
–	–	–	878 074	1 182 073	1 469 777
–	(146 753)	–	(62 263)	(264 956)	(326 807)
(25 000)	–	–	696	341 584	445 697
25 000	–	–	–	–	–
–	–	–	24 685	1 226 022	780 325
– \$	– \$	– \$	25 381 \$	1 567 606 \$	1 226 022 \$

Notes complémentaires

31 mars 2011

1. CONSTITUTION ET FONCTIONS

Le Musée d'art contemporain de Montréal (Musée), personne morale au sens du Code civil instituée en vertu de la *Loi sur les musées nationaux* (L.R.Q., chapitre M-44), a pour fonctions de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois contemporain et d'assurer une présence de l'art contemporain international par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation.

Le Musée d'art contemporain de Montréal a été reconnu comme un organisme de bienfaisance au sens de la *Loi sur les impôts* du Québec et de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada. Il est par conséquent admissible à l'exemption d'impôt prévue pour ces organismes.

Pour conserver son statut d'organisme de bienfaisance, le Musée doit répondre à des exigences concernant ses charges annuelles (« contingent des versements ») en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Le contingent des versements est un montant minimum calculé qu'un organisme de bienfaisance enregistré doit dépenser chaque année à même ses propres programmes de bienfaisance ou en faisant des dons à des donataires reconnus. Le défaut de se conformer aux exigences peut mener à la révocation de l'enregistrement du Musée. Au 31 mars 2011, le Musée se conforme aux exigences de l'Agence du revenu du Canada.

2. VOCATION DES FONDS

Le Fonds des opérations présente les opérations courantes du Musée.

Le Fonds des activités commerciales présente les activités commerciales du Musée telles que la vente des catalogues, la production et la vente de produits dérivés ainsi que les locations d'espace. En vertu d'un règlement approuvé par le gouvernement en septembre 1994, le solde de ce Fonds ne peut excéder 275 000 \$. L'utilisation du solde du Fonds doit servir au remboursement des emprunts ou au financement des activités du Musée.

Le Fonds des expositions a été créé afin de favoriser le développement des activités reliées aux expositions dans le but de faciliter leur financement. Les sommes proviennent de bénéfices générés ou réalisés grâce au Fonds des opérations. En vertu d'un règlement approuvé par le conseil d'administration, le solde de ce Fonds ne peut pas excéder 1 000 000 \$. Les sommes seront utilisées pour le financement d'expositions dont les coûts dépassent les limites de la subvention de fonctionnement et exceptionnellement d'activités connexes à ces expositions.

Le Fonds des immobilisations présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux immobilisations corporelles. Le solde du Fonds des immobilisations est réservé à l'acquisition d'immobilisations corporelles pour le Musée et au paiement des frais afférents. De plus, le Musée ne peut, sans obtenir l'autorisation préalable du gouvernement, acquérir, aliéner, hypothéquer ou louer un immeuble.

Le Fonds de la campagne de financement recueille des dons devant servir à l'accroissement des activités éducatives du Musée et à l'acquisition d'œuvres d'art ou d'immobilisations corporelles.

Le Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art présente les ressources apportées à titre de dotations. En vertu d'un règlement approuvé par le gouvernement, le capital doit être maintenu et seuls les revenus de placements tirés des ressources de ce Fonds peuvent être utilisés pour l'acquisition d'œuvres d'art pour la Collection du Musée.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

La préparation des états financiers du Musée par la Direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la Direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont l'amortissement des immobilisations corporelles et les avantages sociaux futurs. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la Direction.

Constatation des produits et dotation

Le Musée applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les subventions à recevoir relatives aux immobilisations corporelles et à leur maintien sont inscrites dans l'exercice au cours duquel le Musée a obtenu le financement ou a réalisé les travaux donnant droit à ces subventions.

Les dotations reçues pour l'acquisition d'œuvres d'art sont comptabilisées comme augmentation directe du solde de fonds du Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art, alors que les revenus de placements de ce Fonds sont constatés comme revenus de placements reportés dans le Fonds des opérations et constatés comme produits lorsqu'ils sont utilisés pour l'acquisition d'œuvres d'art.

Les autres dotations sont comptabilisées comme augmentation directe du solde de fonds du Fonds des opérations, alors que les revenus de placements relatifs à ces apports sont constatés comme revenus de placements reportés dans le Fonds des opérations et constatés comme produits du Fonds des opérations dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

Œuvres d'art

Les acquisitions d'œuvres d'art sont imputées aux charges du Fonds des opérations. La valeur des œuvres d'art acquises par donation est déterminée par expertise et, lorsqu'elle est supérieure à 5 000 \$, elle est généralement sanctionnée par la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels du gouvernement du Canada. Les œuvres d'art acquises par donation sont comptabilisées aux produits et aux charges du Fonds des opérations lorsque toutes les conditions s'y rattachant sont remplies.

Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur à la date du règlement et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement, comme il est décrit ci-après. L'encaisse est classée comme actif financier détenu à des fins de transaction, les placements comme actifs financiers disponibles à la vente et les créances et subventions à recevoir comme prêts et créances. Les actifs financiers détenus à des fins de transaction ou disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur et les prêts et créances sont évalués au coût après amortissement au taux effectif. Tous les passifs financiers sont classés dans les autres passifs financiers et sont évalués au coût après amortissement au taux effectif. Les coûts de transaction liés aux actifs financiers disponibles à la vente et aux autres passifs sont comptabilisés directement en résultat net.

Les variations de juste valeur sur les actifs financiers disponibles à la vente sont portées directement aux gains latents cumulés sur les actifs financiers disponibles à la vente, à l'état des résultats et évolution des soldes de fonds jusqu'à ce que l'actif financier soit vendu, moment auquel ces variations sont portées au résultat net pour le Fonds des opérations et aux revenus de placements reportés au bilan pour le Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art.

Le Musée a choisi de se prévaloir de la possibilité offerte aux organismes sans but lucratif d'appliquer le chapitre 3861 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* intitulé « Instruments financiers-informations à fournir et présentation » au lieu des chapitres 3862, « Instruments financiers-informations à fournir » et 3863, « Instruments financiers-présentation ».

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, soit :

Aménagement des réserves d'œuvres d'art	10 ans
Système informatique	3 ans
Aménagement du Musée	10 ans
Équipement du Musée	5 ans
Équipement audiovisuel	3 ans
Équipement de la Boutique	5 ans
Équipement du restaurant	5 ans
Jardin de sculptures	10 ans

Les améliorations des immobilisations corporelles existantes qui prolongent de façon importante la durée de vie utile ou améliorent l'utilité des actifs sont capitalisées alors que les coûts d'entretien et de réparation sont portés aux résultats lorsqu'ils sont engagés.

Le Musée examine régulièrement la valeur comptable de ses immobilisations corporelles en comparant la valeur comptable de celles-ci avec les flux de trésorerie futurs non actualisés qui devraient être générés par l'actif. Tout excédent de la valeur comptable sur la juste valeur est imputé aux résultats de la période au cours de laquelle la dépréciation a été déterminée. L'estimation des flux de trésorerie futurs ainsi que la détermination de la juste valeur requièrent l'exercice du jugement professionnel et peuvent varier dans le temps.

Apports reçus sous forme de services

Le Musée reçoit gratuitement des apports sous forme de services de publicité. Ces apports et les charges correspondantes sont évalués à leur juste valeur lorsque cette dernière peut faire l'objet d'une estimation raisonnable.

Le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine fournit gratuitement au Musée des services de restauration d'œuvres d'art. Ces apports ne sont pas constatés aux états financiers. Le Musée ne peut estimer la juste valeur de ces services au prix d'un effort raisonnable.

En raison de la difficulté à déterminer la juste valeur des services fournis gratuitement par les bénévoles, ceux-ci ne sont pas considérés dans les produits et charges du Musée.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que le Musée ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Conversion de devises

Les éléments d'actif monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et charges sont pour leur part convertis au taux de change moyen de l'exercice. Les gains ou pertes de change sont inclus dans les résultats de l'exercice.

4. MODIFICATION FUTURE DE RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

En décembre 2010, le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public a modifié la préface des normes comptables canadiennes pour le secteur public dans le but d'enjoindre aux organismes sans but lucratif du secteur public de se conformer soit au *Manuel de comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) pour le secteur public* avec les chapitres SP 4200 à SP 4270, soit au *Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public* sans ces chapitres, et ce, à compter des exercices ouverts le 1^{er} janvier 2012. En date du 31 mars 2011, le Musée n'a pas encore fait le choix de son référentiel comptable. Le Musée évalue actuellement les incidences futures du choix de son référentiel comptable sur la comptabilisation, l'évaluation ainsi que sur les informations à fournir dans les états financiers.

5. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

	2011	2010
Conseil des Arts du Canada	328 500 \$	331 500 \$
Ministère du Patrimoine canadien	115 000	95 656
	443 500 \$	427 156 \$

6. FONDATION DU MUSÉE

La Fondation du Musée d'art contemporain de Montréal (Fondation) est désignée *fondation publique* en vertu du paragraphe 149.1(6.3) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Elle est constituée depuis 1983 en organisme à but non lucratif et est dirigée par un Conseil d'administration autonome, composé de quinze (15) membres, dont l'un est un délégué du Conseil d'administration du Musée et un autre agit comme gestionnaire au Musée. Cette fondation a comme principale mission d'appuyer le Musée d'art contemporain de Montréal dans son essor, surtout en contribuant à l'enrichissement de sa Collection. Elle a la tâche de gérer la Boutique du Musée, de recruter des membres, de gérer les adhésions, de planifier les tâches à être effectuées par les bénévoles ainsi que de promouvoir des activités permettant de recueillir des fonds.

Pour aider la Fondation à remplir son mandat, le Musée d'art contemporain de Montréal lui fournit un espace de bureau ainsi que tous les services servant à son bon fonctionnement (ameublement, téléphones, photocopies, ordinateurs et imprimantes, fournitures de bureau et frais de poste). Le Musée met aussi à la disposition de la Fondation les locaux nécessaires à la tenue des événements spéciaux qu'elle organise.

La Fondation a entrepris en 2002 une campagne majeure de financement, « *Une Affaire d'Art* », afin d'accroître les activités éducatives du Musée et enrichir sa Collection. Les dons remis au Musée par la Fondation sont constatés à titre de produits aux résultats du Musée lorsqu'ils sont utilisés aux fins des activités éducatives de la campagne. Au 31 mars 2011, la Fondation n'avait recueilli aucune promesse de dons (2010 : 30 000 \$).

Dons reportés campagne « *Une Affaire d'Art* »

	2011	2010
Solde au début	300 983 \$	300 983 \$
Dons encaissés au cours de l'exercice	20 000	—
Solde à la fin	320 983 \$	300 983 \$

Au cours de l'exercice, le Musée a conclu diverses transactions dans le cours normal des activités avec la Fondation. Les commandites et autres dons incluent un montant de 94 500 \$ (2010 : 33 500 \$) en dons. Les honoraires de gestion chargés à la Fondation sont de 40 560 \$ (2010 : 41 346 \$). Le poste « Location d'espace » inclut un montant de 36 000 \$ (2010 : 36 000 \$) pour le loyer de la Boutique exploitée par la Fondation. Le poste « Ventes » inclut un montant de 9 136 \$ (2010 : 23 469 \$) pour la vente de biens à la Boutique. Ces transactions ont été comptabilisées à la valeur d'échange.

Il est prévu qu'advenant la dissolution ou la cessation des activités de la Fondation, ses avoirs nets seront remis au Musée. L'actif net de la Fondation s'élève à 1 244 879 \$ au 31 mars 2011 (2010 : 823 514 \$). À la fin de l'exercice, le solde net dû par la Fondation au Musée était de 135 581 \$ (2010 : 62 995 \$).

7. COMMANDITES ET AUTRES DONS

	2011	2010
Dons en argent	125 173 \$	60 618 \$
Commandites monétaires	45 310	108 840
Dons et commandites reçus sous forme de biens et services	301 569	152 877
	472 052 \$	322 335 \$

Le Musée reçoit des dons et des commandites sous forme de services de publicité gratuits. Des charges correspondant à la somme de ces dons et commandites sont comptabilisées au poste « Services de transport et communications » de l'état des résultats.

8. REVENUS DE PLACEMENTS

	2011	2010
Revenus tirés de ressources non affectées	56 452 \$	50 803 \$
Revenus tirés de ressources détenues dans le Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art	76 394	85 694
Revenus tirés de ressources détenues à titre de dotation dans le Fonds des opérations	12 523	11 603
Virement des revenus de placements reportés affectés à la présentation d'un colloque annuel	27 000	—
Virement des revenus de placements reportés affectés à l'acquisition d'œuvres d'art	94 500	—
Revenus reportés affectés à des fins d'acquisition d'œuvres d'art	(76 394)	(85 694)
Revenus reportés affectés à la présentation d'un colloque annuel	(12 523)	(11 603)
	177 952 \$	50 803 \$

9. COLLECTIONS

La Collection d'œuvres d'art du Musée comprend plus de 7 500 œuvres dont 1 326 constituent la Collection Lavalin acquise par le Musée en 1992 grâce à une subvention spéciale de 5 400 000 \$ du gouvernement du Québec. Globalement, la Collection du Musée est constituée de peintures, de sculptures, d'estampes, de photographies, d'installations, de films et vidéos, pour la plupart produits après 1939, date-charnière retenue par le Musée pour définir son champ d'intervention. Le Musée développe sa Collection conformément au mandat que lui trace sa loi constitutive, c'est-à-dire en s'assurant de la représentation de la production contemporaine québécoise mise en relation avec la production canadienne et internationale.

En outre, le Musée conserve des collections d'archives qui documentent les œuvres qu'il détient dans sa Collection. Elles comprennent principalement le Fonds Borduas, le Fonds Boulerice, le Fonds Mousseau, le Fonds Yves Trudeau, le Fonds Marciej Babinski et le Fonds Le Gobelet.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011, le Musée a acquis 64 œuvres et archives (2010 : 165) : 7 étant des achats (2010 : 9) pour un montant de 364 199 \$ (2010 : 336 679 \$) et 57 provenant de dons (2010 : 156) pour un montant de 523 752 \$ (2010 : 4 624 755 \$).

10. FONDS DES OPÉRATIONS – AFFECTATION D'ORIGINE EXTERNE

Le solde du Fonds des opérations comprend un montant de 250 000 \$ grevé d'une affectation d'origine externe en vertu de laquelle les ressources doivent être conservées en permanence. Les revenus de placement afférents à ce montant sont affectés à la présentation d'un colloque annuel en vertu d'une affectation d'origine externe.

Notes complémentaires (suite)

11. CONTRIBUTIONS INTERFONDS

Un montant de 159 658 \$ (2010 : 121 100 \$) représentant la partie du solde du Fonds des activités commerciales qui excède 275 000 \$ (note 2) a été transféré au Fonds des opérations afin de financer les activités du Musée.

Un montant de 25 000 \$ (2010 : 300 000 \$) a été transféré du Fonds des opérations au Fonds des expositions (note 2) afin d'alimenter ce fonds.

12. PLACEMENTS

	2011			2010
	Fonds des opérations	Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art	Total	Total
Placements temporaires				
Obligations et bons du Trésor échéant entre avril 2011 et mars 2012, intérêts de 0,94 % à 5,20 %, valeur nominale de 379 406 \$	243 820 \$	134 829 \$	378 649 \$	504 606 \$
Placements à long terme				
Obligations et certificats de placements garantis échéant entre :				
1 et 5 ans, intérêts de 2,75 % à 6,14 % (2010 : de 2,97 % à 6,70 %), valeur nominale de 1 413 898 \$	1 046 645 \$	348 203 \$	1 394 848 \$	1 164 312 \$
6 et 10 ans, intérêts de 3,50 % à 7,10 % (2010 : de 4,30 % à 7,10 %), valeur nominale de 462 861 \$	84 696	380 277	464 973	456 171
11 ans et plus, intérêts de 3,25 % à 8,20 % (2010 : de 4,45 % à 8,20 %), valeur nominale de 297 000 \$	—	332 728	332 728	331 618
	1 131 341	1 061 208	2 192 549	1 952 101
Titres négociables	—	1 432 745	1 432 745	1 325 530
	1 131 341 \$	2 493 953 \$	3 625 294 \$	3 277 631 \$

Au 31 mars 2011, les placements à long terme dans les titres négociables incluent 993 993 \$ É.-U. (965 962 \$) (2010 : 864 607 \$ É.-U. (878 094 \$)) de placements libellés en dollars américains convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan.

Les revenus de placements nets cumulés en date du 31 mars 2011, utilisables aux fins d'acquisitions en vertu du règlement du Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art, s'élèvent à 1 082 454 \$ (2010 : 1 100 559 \$) et sont inscrits comme revenus de placements reportés au Fonds des opérations. Les revenus de placement nets cumulés en date du 31 mars 2011, utilisables aux fins de la présentation d'un colloque annuel en vertu d'une affectation d'origine externe, s'élèvent à 9 005 \$ (2010 : 23 483 \$) et sont inscrits comme revenus de placements reportés au Fonds des opérations.

13. FONDS DES IMMOBILISATIONS - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2011			2010
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Aménagement des réserves d'œuvres d'art	633 404 \$	633 242 \$	162 \$	591 \$
Système informatique	525 937	447 312	78 625	104 978
Aménagement du Musée	3 814 563	3 698 518	116 045	142 391
Équipement du Musée	650 405	451 051	199 354	199 847
Équipement audiovisuel	425 131	402 483	22 648	9 052
Équipement de la Boutique	37 200	37 200	–	–
Équipement du restaurant	255 068	188 134	66 934	80 870
Jardin de sculptures	483 281	481 650	1 631	2 174
	6 824 989 \$	6 339 590 \$	485 399 \$	539 903 \$

14. FONDS DES IMMOBILISATIONS – AVANCES BANCAIRES

Les emprunts à demande auprès d'une institution financière portent intérêt au taux de base canadien de l'institution financière, soit 3 % au 31 mars 2011 (2010 : 2,25 %).

Le Musée est autorisé par décret du gouvernement du Québec à instituer un régime d'emprunts, valide jusqu'au 30 novembre 2011, lui permettant d'emprunter à court terme ou par voie de marge de crédit auprès d'institutions financières ou auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement, ou à long terme auprès de ce dernier, et ce, pour combler des besoins n'excédant pas 1 811 782 \$.

15. FONDS DES OPÉRATIONS – MARGE DE CRÉDIT

Le Musée dispose d'une marge de crédit d'exploitation autorisée d'un montant de 1 000 000 \$ renouvelable le 30 novembre 2011. Cette marge de crédit, remboursable à demande, porte intérêt au taux de base canadien de la Banque Nationale. Aucun montant n'est utilisé au 31 mars 2011 et 2010.

Notes complémentaires (suite)

16. DETTE À LONG TERME

	Fonds des immobilisations 2011	
	Valeur comptable	Juste valeur
Emprunts sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, garantis par le gouvernement du Québec :		
4,771 %, remboursable par versements annuels en capital de 311 252 \$ et un versement final de 2 178 763 \$, le 3 juin 2014	3 112 519 \$	3 365 383 \$
6,076 %, remboursable par versements annuels en capital de 83 981 \$, échéant le 1 ^{er} juin 2012	33 592	35 335
6,296 %, remboursé le 28 juin 2010	—	—
4,900 %, remboursable par versements annuels en capital de 23 837 \$, échéant le 16 juillet 2020	238 374	261 522
4,379 %, remboursable par versements annuels en capital de 11 261 \$, échéant le 10 mai 2017	78 824	84 910
4,164 %, remboursable par versements annuels en capital de 29 602 \$ et un versement final de 148 005 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	207 211	220 551
4,164 %, remboursable par versements annuels en capital de 12 493 \$ et un versement final de 62 462 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	87 447	93 250
4,087 %, remboursable par versements annuels en capital de 12 306 \$, échéant le 3 décembre 2018	98 449	104 915
4,087 %, remboursable par versements annuels de capital de 22 296 \$, échéant le 3 décembre 2018	178 369	190 082
	4 034 785 \$	4 355 948 \$
Moins : portion court terme	617 451	615 194
	3 417 334 \$	3 740 754 \$

Les versements en capital sur ces emprunts sont acquittés annuellement à même la subvention du gouvernement du Québec prévue à cette fin. Les montants des versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit:

2012	684 636 \$
2013	477 426 \$
2014	443 414 \$
2015	2 248 464 \$
2016	69 700 \$

Fonds de la campagne de financement 2011		Total 2011		Total 2010	
Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
– \$	– \$	3 112 519 \$	3 365 383 \$	3 423 771 \$	3 709 418 \$
134 370	141 340	167 962	176 675	251 944	271 257
–	–	–	–	287 284	296 118
–	–	238 374	261 522	262 211	286 146
–	–	78 824	84 910	90 085	96 777
–	–	207 211	220 551	236 812	253 223
–	–	87 447	93 250	99 940	106 865
–	–	98 449	104 915	110 755	117 135
–	–	178 369	190 082	200 665	212 224
134 370 \$	141 340 \$	4 169 155 \$	4 497 288 \$	4 963 467 \$	5 349 163 \$
67 185	67 040	684 636	682 234	794 312	794 312
67 185 \$	74 300 \$	3 484 519 \$	3 815 054 \$	4 169 155 \$	4 554 851 \$

17. SUBVENTIONS REPORTÉES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Les subventions reportées présentées dans le Fonds des immobilisations comprennent la fraction non amortie des apports reçus et à recevoir sous forme de subvention.

	2011	2010
Solde au début	539 903 \$	521 671 \$
Subvention spécifique pour la dette à long terme	146 753	196 335
Amortissement des subventions reportées	(201 257)	(178 103)
Solde à la fin	485 399 \$	539 903 \$

18. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**Régimes de retraite**

Les membres du personnel du Musée participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (« RREGOP ») ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (« RRPE »). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Musée imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 220 750 \$ (2010 : 217 347 \$). Les obligations du Musée envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Les taux de cotisation pour le Musée au RREGOP et au RRPE ont été respectivement de 8,19 % et 10,54 % de la masse salariale cotisable du 1^{er} avril au 31 décembre 2010 et de 8,69 % et 11,54 % du 1^{er} janvier au 31 mars 2011.

Provision pour congés de maladie

	2011	2010
Solde au début	742 656 \$	802 018 \$
Charge de l'exercice	93 117	81 217
Prestations versées au cours de l'exercice	(136 415)	(140 579)
Solde à la fin	699 358 \$	742 656 \$

19. INFORMATIONS SUR LE CAPITAL

Le capital du Musée est constitué des soldes de fonds et des apports reportés. Le Musée gère plusieurs subventions et dons pour lesquels il existe des affectations d'origine externe précisant les conditions à respecter pour utiliser ces ressources financières. Le Musée gère son capital en effectuant une gestion prudente de ses produits et charges en préparant annuellement des budgets équilibrés. Le Musée s'est conformé aux exigences de ces affectations externes.

20. ENGAGEMENTS

En vertu de contrats, le Musée est tenu de verser des paiements minimums pour des engagements futurs reliés à des services de sécurité et d'entretien ménager pour une somme de 707 836 \$ (2010 : 1 431 363 \$). Ces paiements sont exigibles au cours du prochain exercice.

21. INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur

La juste valeur des instruments financiers à court terme est équivalente à la valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

La juste valeur des placements cotés correspond à leur valeur boursière au cours acheteur à la date du bilan. La juste valeur des titres à revenu fixe est déterminée au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés des capitaux, telle l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs.

La juste valeur des subventions gouvernementales à recevoir ne peut être évaluée compte tenu de l'absence de marché pour ce type d'instrument financier.

La juste valeur de la dette à long terme est déterminée au moyen de la valeur actualisée des flux monétaires futurs en vertu des accords de financement actuels, selon des taux d'intérêts offerts sur le marché pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables.

Risque de crédit

Le Musée est exposé à un risque de crédit sur la plupart de ses actifs financiers. Le risque de crédit est le risque que l'autre partie à l'actif financier manque à ses obligations et que cette situation entraîne une perte financière pour le Musée. Ce risque provient surtout des contreparties aux créances et des activités de placement. L'exposition du Musée correspond à la valeur comptable de ces actifs financiers.

Le Musée considère que son risque associé aux créances est réduit en raison d'une clientèle diversifiée dont les activités d'exploitation sont menées dans divers secteurs d'activités. Ce risque est géré en constituant une provision sur ces créances.

Le Musée détermine des limites par type de placement afin que ses portefeuilles soient largement diversifiés de façon à réduire le risque global.

Risque de taux d'intérêt

Le Musée est exposé au risque de taux d'intérêt puisque les variations des taux d'intérêt sur le marché entraînent des fluctuations de la juste valeur de certains placements, des avances bancaires et de la dette à long terme. La dette à long terme porte intérêt à taux fixe, sa juste valeur fluctue donc en fonction des taux d'intérêt sur le marché. Toutefois, le remboursement du capital et des intérêts de cette dette est acquitté annuellement à même la subvention du gouvernement du Québec prévue à cette fin.

Risque de change

Le Musée est exposé au risque de change sur ses placements libellés en dollars américains détenus dans le Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art puisque la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs de ces placements fluctuent en raison des variations des taux de change. Aucun instrument financier n'est émis ou acquis afin de couvrir ce risque.

Politique de gestion des risques liés aux placements

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Le Musée a une politique de placements selon laquelle les fonds sont investis dans des placements dont le niveau de risque est globalement considéré comme étant faible.

22. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont évaluées à la valeur d'échange, le Musée est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Musée n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

23. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2010 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2011.

Rapport de la direction

Les états financiers du Musée de la civilisation (Musée) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La direction procède à des vérifications périodiques, afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme par le Musée.

Le Musée reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Musée, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE ET
DIRECTRICE DE L'ADMINISTRATION



DANIELLE POIRÉ

Québec, le 16 juin 2011

Rapport de l'auditeur indépendant

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Musée de la civilisation, qui comprennent le bilan au 31 mars 2011, les états des résultats, de l'évolution des soldes de fonds et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Musée de la civilisation au 31 mars 2011, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC,



RENAUD LACHANCE, FCA auditeur

Québec, le 16 juin 2011

Résultats

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011

	2011					2010
	Fonds d'exploitation \$	Fonds des réserves \$	Fonds de maintien des actifs \$	Fonds des projets spéciaux \$	Total \$	Total \$
PRODUITS						
Subventions du gouvernement du Québec						
Fonctionnement	19 993 861	—	—	—	19 993 861	19 914 205
Autres (note 6)	1 857 330	—	2 664 975	715 851	5 238 156	5 678 982
Autres subventions pour projets spécifiques	157 140	—	—	—	157 140	514 174
Commandites financières (note 7)	615 845	—	—	—	615 845	682 121
Contributions - Fondation du Musée de la civilisation (note 16)	79 750	—	—	—	79 750	181 300
Billetterie	996 464	—	—	—	996 464	1 720 514
Boutiques	358 636	—	—	—	358 636	551 586
Locations d'expositions	56 889	—	—	—	56 889	106 500
Concessions et autres locations	693 410	—	—	—	693 410	705 896
Ventes de produits et services	501 507	—	—	—	501 507	373 775
Intérêts sur l'encaisse	69 089	—	—	—	69 089	34 652
Autres	105 096	—	—	—	105 096	62 443
	25 485 017	—	2 664 975	715 851	28 865 843	30 526 148
Commandites en échange de biens et services reçus	1 248 540	—	—	—	1 248 540	616 595
	26 733 557	—	2 664 975	715 851	30 114 383	31 142 743
CHARGES						
Traitements et avantages sociaux	12 657 714	—	354 115	17 741	13 029 570	13 035 015
Services professionnels	4 261 634	—	11 029	43 422	4 316 085	5 331 338
Locations	870 839	—	—	550	871 389	228 961
Transport et communications	1 270 512	—	130	8 913	1 279 555	1 482 788
Fournitures, approvisionnements et énergie	1 391 421	—	23 812	96	1 415 329	1 589 603
Entretien et réparations	1 023 314	—	416 538	—	1 439 852	1 925 127
Charges administratives	239 204	—	(559)	6 411	245 056	184 876
Taxes municipales et scolaires	2 778 441	—	—	—	2 778 441	2 689 563
Acquisitions de collections	36 026	—	—	—	36 026	163 834
	24 529 105	—	805 065	77 133	25 411 303	26 631 105
Intérêts sur la dette à long terme	369 519	—	636 407	163 319	1 169 245	1 201 794
Amortissement des immobilisations corporelles	1 375 435	—	1 223 503	475 399	3 074 337	3 042 163
	1 744 954	—	1 859 910	638 718	4 243 582	4 243 957
Échange de biens et services reçus						
Services professionnels	1 196 452	—	—	—	1 196 452	513 056
Fournitures et approvisionnements	52 088	—	—	—	52 088	103 539
	1 248 540	—	—	—	1 248 540	616 595
	27 522 599	—	2 664 975	715 851	30 903 425	31 491 657
INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(789 042)	—	—	—	(789 042)	(348 914)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Évolution des soldes de fonds

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011

	2011					2010
	Fonds d'exploitation \$	Fonds des réserves \$	Fonds de maintien des actifs \$	Fonds des projets spéciaux \$	Total \$	Total \$
SOLDES DE FONDS AU DÉBUT	2 873 868	1 425 787	—	—	4 299 655	4 648 569
Insuffisance des produits sur les charges	(789 042)	—	—	—	(789 042)	(348 914)
	2 084 826	1 425 787	—	—	3 510 613	4 299 655
Virements interfonds	730 787	(730 787)	—	—	—	—
SOLDES DE FONDS À LA FIN (note 8)	2 815 613	695 000	—	—	3 510 613	4 299 655

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Bilan

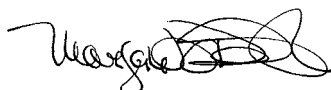
AU 31 MARS 2011

	2011					2010
	Fonds d'exploitation \$	Fonds des réserves \$	Fonds de maintien des actifs \$	Fonds des projets spéciaux \$	Total \$	Total \$
ACTIF						
À COURT TERME						
Encaisse (note 9)	4 696 179	—	30 002	14 243	4 740 424	4 530 846
Créances	525 716	—	16 195	1 164	543 075	862 856
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec (note 10)	1 013 152	—	2 312 473	631 048	3 956 673	6 333 955
Stocks - boutiques	94 668	—	—	—	94 668	180 565
Frais payés d'avance	695 073	—	—	—	695 073	920 023
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités d'encaissement	803 699	695 000	85 587	86 400	—	—
	7 828 487	695 000	2 444 257	732 855	10 029 913	12 828 245
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec (note 10)	6 158 541	—	16 570 401	4 523 960	27 252 902	25 299 820
Immobilisations corporelles (note 11)	27 659 982	—	4 802 451	2 878 280	35 340 713	36 607 108
	41 647 010	695 000	23 817 109	8 135 095	72 623 528	74 735 173
PASSIF						
À COURT TERME						
Découvert bancaire	—	—	—	—	—	52
Emprunts bancaires (note 12)	—	—	2 750 830	1 279 685	4 030 515	4 717 416
Charges à payer et frais courus	1 563 387	—	160 262	13 863	1 737 512	2 124 086
Intérêts courus	173 216	—	185 184	60 180	418 580	502 870
Provision pour vacances (note 13)	1 060 995	—	—	—	1 060 995	989 740
Apports reportés (note 14)	608 220	—	—	—	608 220	550 528
Revenus reportés	265 387	—	—	—	265 387	127 481
Versements sur la dette à long terme (note 15)	594 875	—	2 049 039	570 868	3 214 782	5 394 761
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités de remboursement	1 425 787	—	141 572	103 327	—	—
	5 691 867	—	5 286 887	2 027 923	11 335 991	14 406 934
À LONG TERME						
Provision pour congés de maladie (note 13)	2 006 042	—	—	—	2 006 042	2 015 178
Apports reportés (note 14)	24 960 310	—	4 802 062	2 880 118	32 642 490	33 848 097
Dette à long terme (note 15)	6 173 178	—	13 728 160	3 227 054	23 128 392	20 165 309
	38 831 397	—	23 817 109	8 135 095	69 112 915	70 435 518
SOLDES DE FONDS						
Investis en immobilisations	2 810 875	—	—	—	2 810 875	2 869 477
Affectations d'origine interne (note 8)	—	695 000	—	—	695 000	1 425 787
Non grevés d'affectations	4 738	—	—	—	4 738	4 391
	2 815 613	695 000	—	—	3 510 613	4 299 655
	41 647 010	695 000	23 817 109	8 135 095	72 623 528	74 735 173

ENGAGEMENTS (note 20)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



MARGARET F. DELISLE



PASCAL MOFFET

Flux de trésorerie

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011

	2011	2010
	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Insuffisance des produits sur les charges	(789 042)	(348 914)
Éléments sans incidence sur les liquidités :		
Amortissement des coûts de transactions	21 891	21 890
Amortissement des immobilisations corporelles	3 074 337	3 042 163
Virement des apports reportés	(2 944 959)	(2 879 788)
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	2 190	—
Intérêts capitalisés à l'emprunt bancaire	35 512	52 438
	(600 071)	(112 211)
Variation des éléments d'actifs et de passifs liés à l'exploitation :		
Créances	319 781	837 236
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	2 377 282	(3 383 553)
Stocks - boutiques	85 897	35 738
Frais payés d'avance	224 950	441 638
Charges à payer et frais courus (note 18)	(37 052)	(112 379)
Intérêts courus	(84 290)	9 579
Provision pour vacances	71 255	26 786
Apports reportés	57 692	108 020
Revenus reportés	137 906	(44 619)
Provision pour congés de maladie	(9 136)	877
	3 144 285	(2 080 677)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	2 544 214	(2 192 888)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement (note 18)	(2 159 654)	(2 600 386)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Nouveaux emprunts bancaires	2 908 387	4 385 645
Remboursement d'emprunts bancaires	(3 630 800)	(4 411 075)
Subventions reçues du gouvernement du Québec	668 468	5 813 978
Apports reportés	(882 198)	(1 597 399)
Nouvelle dette à long terme	3 631 551	4 395 687
Remboursement de la dette à long terme	(2 870 338)	(2 870 338)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(174 930)	5 716 498
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	209 630	923 224
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	4 530 794	3 607 570
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 18)	4 740 424	4 530 794

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes complémentaires

AU 31 MARS 2011

1. CONSTITUTION ET FONCTIONS

Le Musée de la civilisation (Musée), personne morale au sens du Code civil instituée en vertu de la Loi sur les musées nationaux (L.R.Q., chapitre M-44), a pour fonctions, en vue de contribuer au développement culturel du Québec, de faire connaître l'histoire et les diverses composantes de notre civilisation, notamment les cultures matérielle et sociale des occupants du territoire québécois et celles qui les ont enrichies, d'assurer la conservation et la mise en valeur de la collection ethnographique et des autres collections représentatives de

notre civilisation et d'assurer une présence du Québec dans le réseau international des manifestations muséologiques par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation.

Le Musée de la civilisation a été reconnu comme un organisme de bienfaisance au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu et il est par conséquent admissible à l'exemption des impôts (fédéral et provincial) prévue pour ces organismes.

2. VOCATION DES FONDS

Le **fonds d'exploitation** présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux opérations courantes du Musée ainsi que les activités commerciales du Musée telles que l'exploitation des boutiques et du restaurant ainsi que la location d'expositions et de salles. De plus, le Musée ne peut, sans obtenir l'autorisation préalable du gouvernement, acquérir, aliéner ou hypothéquer un immeuble, ni louer un immeuble pour plus de deux ans.

En fin d'exercice, tout excédent des produits sur les charges de 50 000 \$ et moins peut être affecté en tout ou en partie à la réserve pour l'acquisition d'objets de collection du fonds des réserves. Tout excédent supérieur à cette somme de 50 000 \$ doit obligatoirement être affecté à la réserve pour les expositions du fonds des réserves tant que celle-ci n'a pas encore atteint l'objectif fixé de 600 000 \$. Toutefois, si la réserve pour les expositions a déjà atteint l'objectif de 600 000 \$, le Musée a le choix d'affecter ou non l'excédent en tout ou en partie ainsi que tous soldes de fonds non grevés d'affectations, à la réserve pour l'acquisition d'objets de collection, à une autre réserve ou de le laisser dans le fonds d'exploitation.

Le **fonds de maintien des actifs** présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux différents décrets du Programme de maintien des actifs du gouvernement du Québec.

Le **fonds des projets spéciaux** vise à regrouper divers projets dont le financement est assuré par des décrets d'emprunt spécifiquement

autorisés par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine.

Le **fonds des réserves** regroupe les opérations des diverses réserves qui ont été constituées par décision du conseil d'administration à même les excédents du fonds d'exploitation. Ce fonds regroupe, au 31 mars 2011, les réserves qui se retrouvaient aux états financiers du 31 mars 2010, à l'exception du fait que la réserve pour les expositions a été diminuée d'une somme de 730 787 \$ au 31 mars 2011, afin d'équilibrer le budget de réalisations d'expositions temporaires de l'exercice.

Ces réserves sont :

- **Réserve pour auto assurance** qui sert à couvrir la franchise de 25 000 \$ stipulée au décret d'auto assurance du gouvernement du Québec;
- **Réserve pour les expositions** afin de faciliter le financement des expositions du Musée lorsqu'il y a une fluctuation annuelle des produits de location des expositions stabilisant ainsi le financement faisant l'objet d'une planification triennale. Les sommes issues de ce fonds seront utilisées pour la réalisation d'expositions temporaires et, exceptionnellement, d'activités connexes;
- **Réserve pour l'acquisition d'objets de collection** qui vise à permettre l'acquisition d'objets de collection à la suite de la recommandation du comité de développement des collections.

3. RÉVISION D'ESTIMATION

À la suite d'un examen de la durée de vie utile et de l'utilisation prévue des catégories d'immobilisations mobilier et équipement, équipement de manutention, de rangement, de transformation et de production et équipement d'activités commerciales, le Musée a changé la durée de vie utile de ces immobilisations. À compter du 1^{er} avril 2010, ces immobilisations sont désormais amorties sur une durée de 10 années.

Antérieurement, ces immobilisations étaient amorties sur une durée de 5 années. Ce changement d'estimation comptable a été appliqué prospectivement et a entraîné une diminution de la charge d'amortissement de 47 184 \$ en 2011.

4. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

La préparation des états financiers du Musée par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la provision pour congés de maladie et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Instruments financiers

Le Musée a choisi de se prévaloir de la possibilité offerte aux organismes sans but lucratif d'appliquer le chapitre 3861 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* intitulé « Instruments financiers-informations à fournir et présentation » au lieu des chapitres 3862, « Instruments financiers-informations à fournir » et 3863, « Instruments financiers-présentation ».

Évaluation initiale

Les instruments financiers sont constatés à la juste valeur à la date de transaction.

Classification et évaluation ultérieure

L'encaisse et le découvert bancaire sont classés dans la catégorie « Détenus à des fins de transaction » et sont évalués à la juste valeur.

Les créances sont classées dans la catégorie « Prêts et créances » et sont évaluées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts bancaires, les charges à payer et frais courus, les intérêts courus, la provision pour vacances et la dette à long terme sont classés dans « Autres passifs financiers ». Ils sont évalués à leur coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les coûts de transactions sont comptabilisés aux résultats, à l'exception de ceux engagés dans l'émission ou la modification d'instruments d'emprunt à long terme, qui sont présentés avec la dette à long terme et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de vie prévue de la dette à long terme concernée. L'amortissement est inclus dans les intérêts sur la dette à long terme aux résultats.

Juste valeur

La juste valeur est le montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. Ces valeurs sont déterminées au moyen de méthodes d'évaluation telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs.

Dérivés incorporés

Les dérivés incorporés dans d'autres instruments financiers ou contrats, autres que ceux détenus ou désignés à des fins de transaction, sont séparés de leur contrat hôte et comptabilisés à titre de dérivés lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas étroitement liés à ceux que présente le contrat hôte.

Le Musée a choisi le 1^{er} avril 2007 comme date de transition des dérivés incorporés, tel que prévu aux dispositions transitoires du chapitre 3855 du Manuel de l'ICCA. En conséquence, seuls les contrats ou les instruments financiers conclus ou modifiés après la date de transition ont été revus en vue de recenser les dérivés incorporés.

Constatation des apports

Les apports comprennent les subventions ainsi que les commandites et contributions obtenues pour la réalisation d'expositions.

Le Musée applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Constatation des produits

Les produits de billetterie, locations d'exposition, concessions et autres locations ainsi que ventes de services sont constatés lorsque le service est rendu au client.

Les produits des boutiques et ventes de produits sont constatés lorsque le bien est remis au client.

Subventions à recevoir du gouvernement du Québec

Les subventions à recevoir relatives aux immobilisations et à leur maintien sont inscrites dans l'exercice au cours duquel le Musée a obtenu le financement ou réalisé les travaux donnant droit à ces subventions.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu qu'il n'est pas possible pour le Musée de disposer de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour vacances et congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire, puisque le Musée estime que les vacances accumulées seront prises au cours de l'exercice suivant.

Pièces de collection

Les pièces de collection achetées sont imputées aux opérations alors que celles reçues par donation ne sont pas comptabilisées aux états financiers.

Stocks - boutiques

Les stocks des boutiques du Musée sont évalués selon la méthode de la moindre valeur (coût ou valeur de réalisation nette). Le coût est calculé selon la méthode de l'épuisement successif.

Apports reçus sous forme de biens et services

Le Musée reçoit gratuitement des biens et services, dont des services de restauration d'objets et d'œuvres d'art du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine.

Ces apports sont constatés aux états financiers à la juste valeur des services reçus lorsque celle-ci peut faire l'objet d'une estimation raisonnable.

Services rendus par les bénévoles

En raison de la difficulté à déterminer la juste valeur des services fournis gratuitement par les bénévoles, ceux-ci ne sont pas constatés dans les produits et charges du Musée.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût ou à la juste valeur marchande en date d'acquisition si elles sont reçues à titre gratuit. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, soit :

Bâtisses	40 ans
Ajouts et aménagements des bâtisses	10 ans
Améliorations locatives	10 ans
Mobilier et équipement	10 ans
Équipement de manutention, de rangement, de transformation et de production	10 ans
Équipement d'éclairage et de sonorisation	5 ans
Équipement d'activités commerciales	10 ans
Équipement informatique et audiovisuel	3 ans

5. MODIFICATION FUTURE DE RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

En décembre 2010, le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public a modifié la préface des normes comptables canadiennes pour le secteur public dans le but d'enjoindre aux organismes sans but lucratif du secteur public de se conformer soit au *Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public* avec les chapitres SP 4200 à SP 4270, soit au *Manuel de comptabilité*

de l'ICCA pour le secteur public sans ces chapitres, et ce, à compter des exercices ouverts le 1^{er} janvier 2012. En date du 31 mars 2011, le Musée n'a pas encore fait le choix de son référentiel comptable. Le Musée évalue actuellement les incidences futures du choix de son référentiel comptable sur la comptabilisation, l'évaluation ainsi que sur les informations à fournir dans les états financiers.

6. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC – AUTRES

	2011	2010
	\$	\$
Fonds d'exploitation		
Projet spécifiques	241 754	—
Remboursement des intérêts sur la dette à long terme	369 519	405 920
Virement des apports reportés*	1 246 057	1 246 057
	1 857 330	1 651 977
Fonds de maintien des actifs		
Remboursement des intérêts sur la dette à long terme	636 407	674 360
Virement des apports reportés*	1 223 503	1 159 003
Charges non capitalisées	805 065	1 380 462
	2 664 975	3 213 825
Fonds des projets spéciaux		
Remboursement des intérêts sur la dette à long terme	163 319	121 514
Virement des apports reportés*	475 399	474 728
Charges non capitalisées	77 133	216 938
	715 851	813 180
	5 238 156	5 678 982

* Le virement des apports reportés se fait au même rythme que les immobilisations corporelles.

7. COMMANDITES FINANCIÈRES

	2011	2010
	\$	\$
Fonds d'exploitation		
Commandites spécifiques obtenues pour la réalisation d'expositions et de projets spécifiques	497 091	404 659
Contributions du gouvernement du Québec pour la réalisation d'expositions	118 754	277 462
	615 845	682 121

8. SOLDES DE FONDS À LA FIN

	2011	2010
	\$	\$
Le fonds des réserves s'établit ainsi au 31 mars :		
Réserve pour auto assurance	25 000	25 000
Réserve pour les expositions	470 000	1 200 787
Réserve pour l'acquisition d'objets de collection	200 000	200 000
	695 000	1 425 787

9. ENCAISSE

L'encaisse porte intérêt quotidiennement au taux préférentiel moins 1,75 %, ce qui représente au 31 mars 2011 un taux de 1,25 % (2010 : 0,50 %).

10. SUBVENTIONS À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Les subventions à recevoir du gouvernement du Québec présentées à court terme se détaillent ainsi :

	2011 \$	2010 \$
Fonds d'exploitation		
Intérêts courus sur la dette à long terme	173 216	190 280
Remboursements de capital sur la dette à long terme à effectuer au cours du prochain exercice (note 15)	594 875	756 568
Autres subventions à recevoir	245 061	408 508
	1 013 152	1 355 356
Fonds de maintien des actifs		
Intérêts courus sur la dette à long terme	185 184	238 868
Remboursements de capital sur la dette à long terme à effectuer au cours du prochain exercice (note 15)	2 049 039	4 167 576
Autres subventions à recevoir	78 250	33 195
	2 312 473	4 439 639
Fonds des projets spéciaux		
Intérêts courus sur la dette à long terme	60 180	68 343
Remboursements de capital sur la dette à long terme à effectuer au cours du prochain exercice (note 15)	570 868	470 617
	631 048	538 960
	3 956 673	6 333 955

Quant à celles présentées à long terme, elles se détaillent comme suit :

Fonds d'exploitation		
Solde des subventions à recevoir au début	7 502 866	8 252 316
Amortissement des coûts de transactions	7 118	7 118
Subventions de capital sur la dette à long terme	(756 568)	(756 568)
Solde des subventions à recevoir à la fin	6 753 416	7 502 866
Remboursements de capital sur la dette à long terme à effectuer au cours du prochain exercice (note 15)	(594 875)	(756 568)
Solde des subventions à recevoir à long terme	6 158 541	6 746 298
Fonds de maintien des actifs		
Solde des subventions à recevoir au début	18 001 308	16 109 680
Subventions - immobilisations et maintien des actifs	2 250 730	3 524 226
Amortissement des coûts de transactions	10 555	10 555
Subventions de capital sur la dette à long terme	(1 643 153)	(1 643 153)
Solde des subventions à recevoir à la fin	18 619 440	18 001 308
Remboursements de capital sur la dette à long terme à effectuer au cours du prochain exercice (note 15)	(2 049 039)	(4 167 576)
Solde des subventions à recevoir à long terme	16 570 401	13 833 732
Fonds des projets spéciaux		
Solde des subventions à recevoir au début	5 190 407	5 116 485
Subventions – toitures et maçonnerie	274 859	172 975
Subventions – maçonnerie extérieure	4 650	382
Subventions – système de sécurité	14 179	150 027
Subventions – appel à la migration	6 155	216 938
Subventions – espace autochtone	70 977	—
Amortissement des coûts de transactions	4 218	4 217
Subventions de capital sur la dette à long terme	(470 617)	(470 617)
Solde des subventions à recevoir à la fin	5 094 828	5 190 407
Remboursements de capital sur la dette à long terme à effectuer au cours du prochain exercice (note 15)	(570 868)	(470 617)
Solde des subventions à recevoir à long terme	4 523 960	4 719 790
	27 252 902	25 299 820

11. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Immobilisations globales du Musée	2011		2010	
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Net \$	Net \$
Terrains	2 480 722	—	2 480 722	2 480 722
Bâtisses	51 192 988	25 358 182	25 834 806	27 120 462
Ajouts et aménagements des bâtisses	18 344 149	12 610 438	5 733 711	5 510 998
Améliorations locatives	4 795 727	4 403 801	391 926	448 220
Mobilier et équipement	1 499 492	1 399 200	100 292	83 756
Équipement de manutention, de rangement, de transformation et de production	2 478 033	2 348 287	129 746	103 927
Équipement d'éclairage et de sonorisation	467 776	407 870	59 906	86 377
Équipement d'activités commerciales	92 410	74 491	17 919	20 311
Équipement informatique et audiovisuel	3 309 477	2 717 792	591 685	752 335
	84 660 774	49 320 061	35 340 713	36 607 108

Valeur nette par fonds	2011			Total \$
	Fonds d'exploitation \$	Fonds de maintien des actifs \$	Fonds des projets spéciaux \$	
Terrains	2 480 722	—	—	2 480 722
Bâtisses	24 903 850	930 956	—	25 834 806
Ajouts et aménagements des bâtisses	148 330	2 707 531	2 877 850	5 733 711
Améliorations locatives	—	391 926	—	391 926
Mobilier et équipement	59 963	40 329	—	100 292
Équipement de manutention, de rangement, de transformation et de production	18 967	110 779	—	129 746
Équipement d'éclairage et de sonorisation	1 215	58 261	430	59 906
Équipement d'activités commerciales	3 667	14 252	—	17 919
Équipement informatique et audiovisuel	43 268	548 417	—	591 685
	27 659 982	4 802 451	2 878 280	35 340 713

12. EMPRUNTS BANCAIRES

Tous les emprunts bancaires du Musée sont garantis par le gouvernement du Québec et renouvelables à chaque année.

Les emprunts bancaires portent intérêt au taux préférentiel. Le taux au 31 mars 2011 est de 3,00 % l'an (2010 : 2,25 %).

Fonds d'exploitation

Le gouvernement du Québec a autorisé le Musée à contracter des emprunts temporaires relatifs à son fonctionnement pour un montant maximum de 3 000 000 \$. Aux 31 mars 2011 et 2010, aucun emprunt temporaire n'a cours.

Fonds de maintien des actifs

Le gouvernement du Québec a autorisé le Musée à emprunter un montant maximal de 7 699 836 \$ (2010 : 7 202 714 \$).

Avec l'institution financière, le Musée a une entente d'emprunt pour un maximum de 7 623 600 \$ (2010 : 7 131 400 \$). Au 31 mars 2011, le solde des emprunts temporaires est de 2 750 830 \$ (2010 : 3 469 535 \$).

Fonds des projets spéciaux

Le gouvernement du Québec a autorisé le Musée à emprunter un montant maximal de 12 488 187 \$ (2010 : 9 264 901 \$).

Avec l'institution financière, le Musée a une entente d'emprunt pour un maximum de 12 364 541 \$ (2010 : 9 173 169 \$). Au 31 mars 2011, le solde des emprunts temporaires est de 1 279 685 \$ (2010 : 1 247 881 \$).

13. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les membres du personnel du Musée participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Depuis le 1^{er} janvier 2011, le taux de cotisation du Musée pour le RREGOP est passé de 8,19 % à 8,69 % de la masse salariale cotisable et celui du RRPE est passé de 10,54 % à 11,54 %.

Les cotisations du Musée imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 611 092 \$ (2010 : 608 692 \$). Les obligations du Musée envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provisions pour les vacances et les congés de maladie

	2011		2010	
	Vacances \$	Congés de maladie \$	Vacances \$	Congés de maladie \$
Solde au début	989 740	2 015 178	962 954	2 014 301
Charge de l'exercice*	890 226	385 487	874 379	429 775
Prestations versées au cours de l'exercice	(818 971)	(394 623)	(847 593)	(428 898)
Solde à la fin	1 060 995	2 006 042	989 740	2 015 178

* La charge totale de l'exercice est de 1 275 713 \$ en 2011 (2010 : 1 304 154 \$).

Le Musée dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par le Musée.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services au Musée. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2011 :

	2011	2010
Taux d'indexation	1,56 %	2,98 %
Taux d'actualisation	4,10 %	3,80 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	11 ans	12 ans

14. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés présentés à court terme se rapportent aux sommes reçues au cours de l'exercice et destinées à couvrir les charges de certaines expositions débutant ou se prolongeant au cours des exercices subséquents. Les variations survenues au solde présenté à court terme sont les suivantes :

	2011 \$	2010 \$
Fonds d'exploitation		
Solde au début	550 528	442 508
Apports constatés au cours de l'exercice	(308 932)	(251 308)
Montant reçu pour les exercices subséquents	366 624	359 328
Solde à la fin	608 220	550 528
Se détaillant comme suit :		
Gouvernement du Québec	355 246	459 400
Autres apports reportés	252 974	91 128
	608 220	550 528

Les apports reportés présentés à long terme comprennent les engagements du gouvernement du Québec relatifs aux immobilisations et à leur maintien. Les variations survenues au solde présenté à long terme sont les suivantes :

	2011 \$	2010 \$
Fonds d'exploitation		
Solde au début	26 206 367	27 452 424
Virement des apports reportés	(1 246 057)	(1 246 057)
Solde à la fin	24 960 310	26 206 367
Fonds de maintien des actifs		
Solde au début	4 579 900	3 595 138
Subventions maintien des actifs	2 250 730	3 524 226
Virement des apports reportés	(1 223 503)	(1 159 003)
Charges non capitalisées	(805 065)	(1 380 461)
Solde à la fin	4 802 062	4 579 900
Fonds des projets spéciaux		
Solde au début	3 061 830	3 213 175
Subvention projets spéciaux	370 820	540 321
Virement des apports reportés	(475 399)	(474 728)
Charges non capitalisées	(77 133)	(216 938)
Solde à la fin	2 880 118	3 061 830
	32 642 490	33 848 097

15. DETTE À LONG TERME

Emprunts sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, garantis par le gouvernement du Québec, présentés nets des coûts de transactions de 101 008 \$ (2010 : 88 007 \$).

	Taux effectif %	2011 \$	2010 \$
Fonds d'exploitation			
a) 5,149 % remboursable par versements annuels en capital de 508 413 \$, échéant le 1 ^{er} octobre 2013	5,263	6 595 127	7 096 424
b) 3,892 % échu le 10 mai 2010	4,055	—	161 693
c) 4,546 % remboursable par versements annuels en capital de 86 462 \$, échéant le 10 mai 2012	4,735	172 926	259 388
		6 768 053	7 517 505
Versements échéant au cours du prochain exercice		(594 875)	(756 568)
		6 173 178	6 760 937
Fonds de maintien des actifs			
a) 5,948 % échu le 1 ^{er} décembre 2010	6,079	—	2 940 250
b) 4,937 % remboursable par versements annuels en capital de 320 659 \$, échéant le 16 juillet 2020	5,064	3 180 932	3 499 026
c) 4,379 % remboursable par versements annuels en capital de 83 658 \$, échéant le 10 mai 2017	4,540	585 609	669 267
d) 4,557 % remboursable par versements annuels en capital de 103 337 \$, échéant le 10 mai 2013	4,685	723 356	826 693
e) 4,546 % remboursable par versements annuels en capital de 79 906 \$, échéant le 10 mai 2012	4,735	159 813	239 719
f) 4,598 % remboursable par versements annuels en capital de 308 121 \$, échéant le 1 ^{er} octobre 2013	4,718	2 763 841	3 068 881
g) 4,164 % remboursable par versements annuels en capital de 105 467 \$, échéant le 1 ^{er} octobre 2013	4,313	738 272	843 739
h) 4,087 % remboursable par versements annuels en capital de 105 780 \$, échéant le 3 décembre 2018	4,265	846 245	952 025
i) 4,087 % remboursable par versements annuels en capital de 115 488 \$, échéant le 3 décembre 2018	4,265	923 908	1 039 396
j) 2,579 % remboursable par versements annuels en capital de 507 167 \$, échéant le 15 juillet 2015	2,760	2 524 423	—
k) 4,235 % remboursable par versements semestriels en capital de 159 728 \$, échéant le 10 mai 2021	4,393	3 330 800	—
		15 777 199	14 078 996
Versements échéant au cours du prochain exercice		(2 049 039)	(4 167 576)
		13 728 160	9 911 420
Fonds des projets spéciaux			
a) 4,207 % remboursable par versements annuels en capital de 250 778 \$, échéant le 1 ^{er} octobre 2013	4,341	1 750 431	1 998 701
b) 4,087 % remboursable par versements annuels en capital de 219 839 \$, échéant le 3 décembre 2018	4,265	1 746 739	1 964 868
c) 2,039 % remboursable par versements annuels en capital de 100 251 \$, échéant le 30 septembre 2013	2,180	300 752	—
		3 797 922	3 963 569
Versements échéant au cours du prochain exercice		(570 868)	(470 617)
		3 227 054	3 492 952
		23 128 392	20 165 309

Les versements en capital sur la dette à long terme sont acquittés annuellement ou semestriellement, et les intérêts semestriellement à même les subventions du gouvernement du Québec prévues à cette fin.

Les montants prévus des versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

2012	3 214 782 \$
2013	3 214 782 \$
2014	11 819 588 \$
2015	1 672 047 \$
2016	1 672 046 \$

16. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Fondation du Musée de la civilisation, sur laquelle le Musée exerce une influence notable, est constituée en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a pour objectif de solliciter des fonds afin de soutenir les activités culturelles et éducatives du Musée. Selon ses règlements, une contribution ne peut être versée au Musée que si son excédent atteint 300 000 \$. Ils prévoient également qu'en cas de liquidation de la Fondation, son actif net serait remis au Musée. L'actif net de la Fondation s'élève à 1 267 782 \$ au 31 mars 2011 (2010 : 1 171 467 \$). De façon à atteindre ses objectifs, le Musée met à la disposition de la Fondation le personnel nécessaire à la bonne marche de ses opérations. Aucun montant n'est perçu pour ces services.

En 2011, outre les contributions de 79 750 \$ (2010 : 181 300 \$) inscrites aux résultats de l'exercice, la Fondation a également versé 85 250 \$ au Musée pour des expositions ou activités qui se réaliseront en 2012. Cette somme est comptabilisée dans les apports reportés au 31 mars 2011. La Fondation a de plus versé 4 300 \$, somme qui était comptabilisée dans les créances au 31 mars 2010. Il n'y a pas de créances de la Fondation au 31 mars 2011.

Le Musée national des beaux-arts du Québec s'est engagé par une entente d'occupation à long terme échéant le 27 juin 2023 pour la location d'espaces de la Réserve muséale de la Capitale nationale. Les revenus de loyers s'élèvent à 181 312 \$ au 31 mars 2011 (2010 : 180 903 \$).

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers qui sont mesurées à la valeur d'échange, le Musée est apparenté à tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Musée n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles.

Les principales opérations effectuées avec des apparentés se détaillent comme suit, à l'exception de celles présentées distinctement dans les états financiers :

	2011 \$	2010 \$
Produits		
Concessions et autres locations		
Gouvernement du Québec	21 188	25 064
Entités sous contrôle commun	40 592	66 319
Ventes de produits et services		
Gouvernement du Québec	55 295	3 421
Entités sous contrôle commun	31 702	78 679
Autres		
Gouvernement du Québec	20 935	503
Entités sous contrôle commun	18 612	22 899
Entités sous influence notable	—	2 447
Charges		
Traitements et avantages sociaux		
Gouvernement du Québec	117	2 406
Entités sous contrôle commun	2 368	1 459
Services professionnels		
Gouvernement du Québec	121 644	37 420
Entités sous contrôle commun	9 487	25 800
Loyers		
Entités sous contrôle commun	7 408	6 538
Transport et communications		
Gouvernement du Québec	1 196	—
Entités sous contrôle commun	148 865	149 579
Entités sous influence notable	1 717	631
Fournitures, approvisionnements et énergie		
Gouvernement du Québec	25	450
Entités sous contrôle commun	209	710
Entités sous influence notable	561 195	584 538

16. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (suite)

	2011	2010
	\$	\$
Entretien et réparations		
Entités sous contrôle commun	27 361	322 219
Entités sous influence notable	3 204	—
Charges administratives		
Gouvernement du Québec	382	1 592
Entités sous contrôle commun	2 267	2 112
Taxes municipales et scolaires		
Entités sous contrôle commun	645 566	534 638
Intérêts sur la dette à long terme		
Entité sous contrôle commun	1 169 245	1 201 794

Les principaux soldes résultant des opérations effectuées avec des apparentés se détaillent comme suit, à l'exception de ceux présentés distinctement dans les états financiers:

	2011	2010
	\$	\$
Actif		
Créances		
Gouvernement du Québec	52 839	58 057
Entités sous contrôle commun	65 833	72 102
Frais payés d'avance		
Entités sous contrôle commun	33 774	34 636
Passif		
Charges à payer et frais courus		
Gouvernement du Québec	18 086	12 323
Entités sous contrôle commun	202 948	150 033
Entités sous influence notable	22 200	55 274
Intérêts courus		
Gouvernement du Québec	418 580	497 494
Revenus reportés		
Entités sous contrôle commun	—	2 300
Entités sous influence notable	60 000	30 000

17. COLLECTION

La collection du Musée compte 232 306 (2010 : 231 714) artefacts et œuvres d'art, de nombreux documents d'archives et environ 180 000 livres rares. Outre les pièces de la collection nationale cédées au Musée lors de sa création en 1984, celle-ci comprend les acquisitions depuis cette date ainsi que la collection et les archives des prêtres du Séminaire de Québec.

Le Musée émet des reçus pour la plupart des pièces de collection reçues par donation. La valeur de ces pièces est validée par expertise et, pour certaines pièces, sanctionnée par la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels. La valeur cumulative des reçus émis depuis 1991 s'établit comme suit :

	2011	2010
	\$	\$
Solde au début	5 357 511	4 971 364
Reçus émis	271 848	386 147
Solde à la fin	5 629 359	5 357 511

18. FLUX DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se détaillent comme suit :

	2011	2010
	\$	\$
Encaisse	4 740 424	4 530 846
Découvert bancaire	—	(52)
	4 740 424	4 530 794
Intérêts versés		
Intérêts versés au Fonds de financement du gouvernement du Québec	1 226 268	1 175 290

Les opérations non monétaires des activités d'exploitation, de financement et d'investissement se détaillent ainsi :

Acquisitions d'immobilisations corporelles en contrepartie des créiteurs	65 481	415 003
Subventions à recevoir comptabilisées à titre d'apports reportés	2 621 550	4 064 547

19. INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Juste valeur

Dettes à long terme

Au 31 mars 2011, la juste valeur de la dette à long terme de 26 343 174 \$ (2010 : 25 560 070 \$) s'établissait à 28 363 835 \$ (2010 : 27 709 499 \$), compte tenu de l'actualisation aux taux de 1,2408 % à 2,9879 % des flux de trésorerie au cours du marché pour des titres de nature semblable quant à l'échéance et au taux d'intérêt.

Instruments financiers à court terme

La valeur comptable des instruments financiers à court terme est représentative de leur juste valeur en raison de leur brève échéance.

Risque de taux d'intérêt

La volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et passifs financiers (risque de marché lié aux taux

d'intérêt – fixes) de même que sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie du Musée (risque de flux de trésorerie lié aux taux d'intérêt – variables).

La dette à long terme porte intérêt à taux fixe. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auxquels est exposé le Musée est minime et le risque de marché lié aux taux l'est également compte tenu que le Musée prévoit les remboursements selon l'échéancier prévu.

Risque de crédit

Le Musée est exposé à un risque de crédit sur la plupart de ses actifs financiers. Le risque de crédit est le risque que l'autre partie à l'actif financier manque à ses obligations et que cette situation entraîne une perte financière pour le Musée. Ce risque provient surtout des contreparties aux créances. L'exposition du Musée correspond à la valeur comptable de ces actifs financiers.

Le Musée considère que son risque associé aux créances est minime en raison du type de clientèle visée, constituée en grande partie d'organismes du secteur public.

20. ENGAGEMENTS

Le Musée est engagé par divers contrats échéant jusqu'en mars 2016 à verser une somme de 6 723 374 \$, qui se répartit principalement entre les travaux d'entretien des équipements mécaniques pour un montant de 5 559 133 \$ et les expositions et activités en préparation pour une somme de

1 164 241 \$. Les paiements exigibles au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 3 691 078 \$ en 2012, à 1 824 164 \$ en 2013, à 579 941 \$ en 2014, à 501 778 \$ en 2015 et à 126 413 \$ en 2016.

21. INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL

En matière de gestion du capital, les objectifs du Musée sont les suivants :

- Utiliser à bon escient les sommes reçues en subventions et commandites afin de faire connaître l'histoire et les diverses composantes de notre civilisation, par le biais d'acquisitions, d'expositions et d'autres activités d'animation, ainsi que les subventions reçues pour le maintien en bon état des actifs;
- Atteindre l'équilibre budgétaire.

Afin d'assurer l'atteinte de ses objectifs, la direction du Musée :

- Produit annuellement un budget équilibré;
- Produit et dépose trimestriellement auprès du conseil d'administration les états financiers ainsi que les faits saillants de la situation budgétaire;
- Révise périodiquement la programmation et la tarification.

Le capital du Musée est constitué des soldes de fonds et des apports reportés totalisant 36 761 323 \$.

Le Musée s'est conformé aux exigences de ses apports affectés.

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

RAPPORT DE LA DIRECTION

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011

Les états financiers du Musée national des beaux-arts du Québec (Musée) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La direction procède à des vérifications périodiques, afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme par le Musée.

Le Musée reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Musée, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

La directrice générale par intérim,



Line Ouellet

Le directeur de l'administration,



Jean-François Fosey, CA

Québec, le 21 juin 2011

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Musée national des beaux-arts du Québec, qui comprennent le bilan au 31 mars 2011, les états des résultats, de l'évolution des soldes de fonds et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

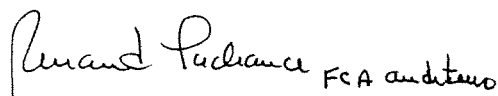
Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Musée national des beaux-arts du Québec au 31 mars 2011, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 21 juin 2011

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

RÉSULTATS

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	2011 Total	2010 Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
PRODUITS							
Subventions du gouvernement du Québec (note 5)	11 679 192	-	-	2 908 090	-	14 587 282	16 316 049
Subventions du gouvernement du Canada (note 6)	291 430	-	-	-	-	291 430	257 530
Billetterie et vestiaire	1 145 550	-	-	-	-	1 145 550	1 143 957
Stationnement	-	288 957	-	-	-	288 957	282 525
Boutique et publications	-	516 157	-	-	-	516 157	485 249
Redevances - services alimentaires	-	145 140	-	-	-	145 140	177 199
Location d'espaces et services connexes	2 870	238 077	-	-	-	240 947	247 085
Location et diffusion d'œuvres d'art et d'expositions	486 065	-	-	-	-	486 065	385 819
Activités éducatives et culturelles	246 707	-	-	-	-	246 707	175 197
Commandites	522 754	-	-	-	-	522 754	560 901
Contribution de la Fondation du Musée national des beaux-arts du Québec (note 8)	12 925	-	-	-	-	12 925	4 607
Dons d'œuvres d'art (note 9)	1 661 925	-	-	-	-	1 661 925	2 298 353
Autres contributions et partenariats	155 496	-	-	-	-	155 496	241 619
Revenus de placements (note 10)	123 380	6 851	11 537	-	-	141 768	351 077
Autres	40 259	-	-	-	-	40 259	58 246
	16 368 553	1 195 182	11 537	2 908 090	-	20 483 362	22 985 413
CHARGES							
Traitements et avantages sociaux	7 644 998	344 409	-	-	-	7 989 407	8 319 143
Énergie, taxes et assurances	1 936 336	-	-	-	-	1 936 336	1 988 894
Services professionnels, administratifs et autres	1 414 070	86 490	-	128 172	-	1 628 732	2 697 172
Entretien, réparations et aménagement	887 026	1 926	-	310 618	-	1 199 570	1 331 912
Transport et communications	1 657 750	8 624	-	-	-	1 666 374	1 843 796
Fournitures et approvisionnements	388 923	222 650	-	-	-	611 573	704 225
Location de locaux	227 549	-	-	-	-	227 549	232 037
Acquisition d'œuvres d'art (note 9)	2 123 095	-	-	-	-	2 123 095	2 866 603
Location d'expositions	330 234	-	-	-	-	330 234	342 136
Intérêts sur la dette à long terme	152	-	-	905 937	-	906 089	1 021 661
Autres intérêts et frais financiers	5 516	-	-	12 482	-	17 998	30 630
Amortissement des immobilisations corporelles	-	-	-	1 559 726	-	1 559 726	1 559 555
	16 615 649	664 099	-	2 916 935	-	20 196 683	22 937 764
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	(247 096)	531 083	11 537	(8 845)	-	286 679	47 649

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	2011 Total	2010 Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
SOLDES DE FONDS AU DÉBUT	522 669	400 000	1 319 092	5 280 526	1 043 716	8 566 003	8 518 354
Excédent (Insuffisance) des produits par rapport aux charges	(247 096)	531 083	11 537	(8 845)	-	286 679	47 649
Virements interfonds (note 11)	531 083	(531 083)	-	-	-	-	-
	806 656	400 000	1 330 629	5 271 681	1 043 716	8 852 682	8 566 003
Gains nets cumulés portés directement à l'état de l'évolution des soldes de fonds au début	13 696	-	-	-	7 785	21 481	(257 212)
Variation nette des pertes et gains latents sur les actifs financiers disponibles à la vente survenus au cours de la période	84 598	-	-	-	57 703	142 301	278 693
Gains nets cumulés portés directement à l'état de l'évolution des soldes de fonds à la fin (note 12)	98 294	-	-	-	65 488	163 782	21 481
SOLDES DE FONDS À LA FIN	904 950	400 000	1 330 629	5 271 681	1 109 204	9 016 464	8 587 484

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

BILAN

AU 31 MARS 2011

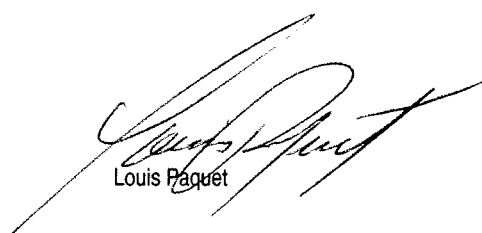
	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	2011 Total	2010 Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIF							
ACTIF À COURT TERME							
Encaisse, 1,1% (0,35% en 2010)	-	898 334	1 329 387	3 109	-	2 230 830	2 059 836
Placements temporaires (note 12)	269 431	-	-	-	172 814	442 245	522 455
Créances et intérêts courus (note 13)	516 452	861	1 242	-	-	518 555	563 596
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités d'encaissement	1 875 444	-	-	-	-	-	-
Subventions à recevoir							
Gouvernement du Québec (note 14)	-	-	-	2 573 790	-	2 573 790	3 559 801
Gouvernement du Canada	22 948	-	-	-	-	22 948	22 367
Stocks	-	324 872	-	-	-	324 872	358 911
Frais payés d'avance	442 894	-	-	-	-	442 894	530 297
	3 127 169	1 224 067	1 330 629	2 576 899	172 814	6 556 134	7 617 263
 PLACEMENTS À LONG TERME (note 12)	2 461 363	-	-	-	1 547 968	4 009 331	3 600 777
SUBVENTIONS À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (note 14)	-	-	-	19 053 445	-	19 053 445	18 477 229
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 15)	-	-	-	28 771 885	-	28 771 885	28 034 818
	5 588 532	1 224 067	1 330 629	50 402 229	1 720 782	58 390 795	57 730 087

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Claude Côté



Louis Paquet

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

BILAN (suite)

AU 31 MARS 2011

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	2011 Total	2010 Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
PASSIF							
PASSIF À COURT TERME							
Découvert bancaire	167 991	-	-	-	-	167 991	976 432
Emprunts bancaires (note 16)	-	-	-	5 083 500	-	5 083 500	1 897 700
Charges à payer et frais courus (note 17)	1 690 559	6 457	-	1 258 867	-	2 955 883	3 409 302
Provision pour vacances (note 23)	688 195	-	-	-	-	688 195	692 262
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités de remboursement	-	817 610	-	446 256	611 578	-	-
Intérêts courus	-	-	-	382 584	-	382 584	444 366
Dépôts de clients et produits reportés	603 183	-	-	-	-	603 183	416 067
Apports reportés (note 18)	132 497	-	-	-	-	132 497	214 855
Versements sur la dette à long terme (note 19)	-	-	-	2 183 390	-	2 183 390	2 547 680
	3 282 425	824 067	-	9 354 597	611 578	12 197 223	10 598 664
PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE (note 23)							
	865 518	-	-	-	-	865 518	882 326
REVENUS DE PLACEMENTS REPORTÉS							
	535 639	-	-	-	-	535 639	472 207
APPORTS REPORTÉS (note 18)							
	-	-	-	22 549 859	-	22 549 859	21 779 928
DETTE À LONG TERME (note 19)							
	-	-	-	13 226 092	-	13 226 092	15 409 478
	4 683 582	824 067	-	45 130 548	611 578	49 374 331	49 142 603
SOLDES DE FONDS							
Investis en immobilisations	-	-	-	5 271 681	-	5 271 681	5 280 526
Affectations d'origine interne	-	400 000	1 330 629	-	1 109 204	2 839 833	2 770 593
Non grevés d'affectations	904 950	-	-	-	-	904 950	536 365
	904 950	400 000	1 330 629	5 271 681	1 109 204	9 016 464	8 587 484
	5 588 532	1 224 067	1 330 629	50 402 229	1 720 782	58 390 795	57 730 087

ENGAGEMENTS (note 25)**ÉVENTUALITÉS** (note 27)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	2011 Total	2010 Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION							
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(247 096)	531 083	11 537	(8 845)	-	286 679	47 649
Éléments sans incidence sur les liquidités							
Amortissement des immobilisations corporelles	-	-	-	1 559 726	-	1 559 726	1 559 555
Virement des apports reportés - long terme	-	-	-	(1 550 881)	-	(1 550 881)	(1 550 710)
Virement de revenus de placements reportés	-	-	-	-	-	-	(220 924)
	(247 096)	531 083	11 537	-	-	295 524	(164 430)
Variation des actifs et des passifs liés à l'exploitation							
Créances et intérêts courus	46 532	(608)	(883)	-	-	45 041	(108 382)
Subventions à recevoir	600 415	-	-	56 184	-	656 599	(284 473)
Stocks	-	34 039	-	-	-	34 039	5 330
Frais payés d'avance	87 403	-	-	-	-	87 403	208 331
Charges à payer et frais courus	(734 872)	(16 871)	-	-	-	(751 743)	148 588
Provision pour vacances	(4 067)	-	-	-	-	(4 067)	65 358
Intérêts courus	(713)	-	-	(61 069)	-	(61 782)	(128 538)
Dépôts de clients et produits reportés	187 116	-	-	-	-	187 116	(34 814)
Apports reportés	(82 358)	-	-	(438 790)	-	(521 148)	(1 411 756)
Provision pour congés de maladie	(16 808)	-	-	-	-	(16 808)	(45 232)
Revenus de placements reportés	63 432	-	-	-	-	63 432	69 884
	146 080	16 560	(883)	(443 675)	-	(281 918)	(1 515 704)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(101 016)	547 643	10 654	(443 675)	-	13 606	(1 680 134)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT							
Acquisitions de placements	(425 375)	-	-	-	(256 668)	(682 043)	(722 686)
Produit de cession de placements	311 000	-	-	-	185 000	496 000	525 000
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-	-	-	(1 998 469)	-	(1 998 469)	(930 678)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(114 375)	-	-	(1 998 469)	(71 668)	(2 184 512)	(1 128 364)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT							
Augmentation des emprunts bancaires	-	-	-	3 185 800	-	3 185 800	1 747 834
Remboursement d'emprunts bancaires	-	-	-	-	-	-	(829 400)
Subventions reçues du gouvernement du Québec	-	-	-	2 512 221	-	2 512 221	2 264 281
Augmentation des subventions relatives aux immobilisations corporelles et à leur maintien	-	-	-	(2 759 606)	-	(2 759 606)	(2 876 883)
Augmentation des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles et à leur maintien	-	-	-	2 759 602	-	2 759 602	2 876 883
Nouvelle dette à long terme	-	-	-	-	-	-	835 246
Remboursement de la dette à long terme	(35 459)	-	-	(2 512 217)	-	(2 547 676)	(2 883 264)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(35 459)	-	-	3 185 800	-	3 150 341	1 134 697
VARIATION DE LA TRÉSORERIE	(250 850)	547 643	10 654	743 656	(71 668)	979 435	(1 673 801)
TRÉSORERIE, au début	(976 432)	851 611	1 208 029	196	-	1 083 404	2 757 205
Contributions interfonds	1 059 291	(500 920)	110 704	(740 743)	71 668	-	-
TRÉSORERIE, à la fin (note 21)	(167 991)	898 334	1 329 387	3 109	-	2 062 839	1 083 404

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2011

1. CONSTITUTION ET FONCTIONS

Le Musée national des beaux-arts du Québec (Musée), personne morale au sens du Code civil instituée en vertu de la Loi sur les musées nationaux (L.R.Q. chapitre M-44), a pour fonctions, en vue de contribuer au développement culturel du Québec, de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois de toutes les périodes, de l'art ancien à l'art actuel, et d'assurer une présence de l'art international par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation.

Le Musée national des beaux-arts du Québec a été reconnu comme un organisme de bienfaisance au sens de la Loi sur les impôts du Québec et de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada. Il est par conséquent admissible à l'exemption d'impôt prévue pour ces organismes.

2. VOCATION DES FONDS

Le fonds des opérations présente les opérations courantes du Musée.

Le fonds des activités commerciales présente les activités commerciales du Musée telles que l'exploitation de la boutique, la vente de publications, l'exploitation du restaurant et du stationnement et la location de salles. En vertu d'un règlement approuvé par le gouvernement, le solde de ce fonds, qui doit être utilisé pour financer la réalisation des activités commerciales du Musée, ne peut excéder 400 000 \$. Tout excédent doit servir au remboursement des emprunts ou au financement des activités du Musée.

Le fonds des expositions a été créé afin de financer la réalisation d'expositions internationales majeures dont les coûts, notamment ceux de location et de transport, dépassent les limites de la subvention de fonctionnement du Musée, ou, exceptionnellement, pour financer des activités connexes à ces expositions. En vertu d'un règlement approuvé par le conseil d'administration, le solde de ce fonds ne peut excéder 2 000 000 \$.

Le fonds des immobilisations présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux immobilisations corporelles. La partie du solde du fonds non investie en immobilisations est réservée à l'acquisition d'immobilisations corporelles pour le Musée et au paiement des frais afférents. De plus, le Musée ne peut, sans obtenir l'autorisation préalable du gouvernement, acquérir, aliéner, hypothéquer ou louer un immeuble.

Le fonds de dotation présente les ressources apportées à titre de dotations. En vertu d'un règlement approuvé par le gouvernement, seuls les revenus de placements tirés des ressources de ce fonds peuvent être utilisés à des fins d'immobilisations corporelles et d'acquisitions d'œuvres d'art pour la collection du Musée.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

La préparation des états financiers du Musée national des beaux-arts du Québec par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada des organismes sans but lucratif, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la provision pour congés de maladie, le passif environnemental et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Constatation des apports

Les apports présentés dans le fonds des opérations comprennent les subventions ainsi que les commandites et autres contributions obtenues principalement pour la réalisation d'expositions et l'achat d'œuvres d'art. Les apports présentés dans le fonds des immobilisations comprennent les subventions du gouvernement du Québec relatives aux immobilisations corporelles et à leur maintien.

Le Musée applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Subventions à recevoir

Les subventions à recevoir relatives aux immobilisations corporelles et à leur maintien sont inscrites dans l'exercice au cours duquel le Musée a obtenu le financement ou réalisé les travaux donnant droit à ces subventions.

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2011

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Apports reportés

Les apports reportés présentés dans le fonds des opérations sont principalement destinés à couvrir les charges de certaines expositions débutant ou se prolongeant au cours des exercices subséquents et sont virés aux produits dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

Les apports reportés présentés dans le fonds des immobilisations sont relatifs aux immobilisations corporelles et à leur maintien et sont virés aux produits selon la même méthode et les mêmes durées que celles utilisées pour l'amortissement des immobilisations corporelles auxquelles ils réfèrent.

Constatation des produits

Les produits de billetterie et de vestiaire, de stationnement, de redevances des services alimentaires, de location d'espaces et de services connexes, de location et de diffusion d'œuvres d'art et d'expositions ainsi que d'activités éducatives et culturelles sont constatés lorsque le service est rendu au client.

Les produits de boutique et de publications sont constatés lorsque le bien est remis au client.

Dépôts de clients et produits reportés

Les dépôts de clients et les produits reportés sont constitués de dépôts encaissés d'avance ou de montants facturés pour des services non rendus, conformément aux ententes contractuelles.

Dotations

Les dotations sont comptabilisées comme augmentation directe du solde du fonds de dotation, alors que les revenus de placements de ce fonds sont constatés comme revenus de placements reportés dans le fonds des opérations et constatés comme produits du fonds approprié dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

Apports reçus sous forme de services

Le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine fournit gratuitement au Musée des services de restauration d'œuvres d'art. Ces apports ne sont pas constatés aux états financiers.

Œuvres d'art

Le coût des œuvres d'art achetées est imputé aux charges du fonds des opérations.

Les œuvres d'art acquises par donation sont comptabilisées aux produits et aux charges du fonds des opérations lorsque toutes les conditions s'y rattachant sont remplies. La valeur des œuvres d'art acquises par donation est déterminée par expertise et est généralement sanctionnée par la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels. Advenant que le donateur n'accepte pas la décision de la Commission, il peut, dans les 12 mois suivant le jour de la communication de la première détermination de la Commission, lui demander de fixer à nouveau la juste valeur de l'œuvre. Si tel est le cas, l'ajustement de valeur est comptabilisé dans l'exercice où la nouvelle détermination est communiquée. Lorsque la Commission fait connaître sa décision après la date de production des états financiers et que la juste valeur qu'elle détermine diffère de la valeur déterminée par expertise utilisée pour comptabiliser l'acquisition, l'ajustement de valeur est comptabilisé dans l'exercice suivant la comptabilisation initiale.

Instruments financiers

Le Musée a choisi de se prévaloir de la possibilité offerte aux organismes sans but lucratif d'appliquer le chapitre 3861 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés intitulé « Instruments financiers - Informations à fournir et présentation » au lieu des chapitres 3862, « Instruments financiers - Informations à fournir » et 3863, « Instruments financiers - Présentation ».

ÉVALUATION INITIALE

Les instruments financiers sont constatés à la juste valeur à la date de transaction. Les coûts de transactions sont comptabilisés aux résultats.

CLASSIFICATION ET ÉVALUATION ULTÉRIEURE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés dans la catégorie « Détenus à des fins de transaction » et sont évalués à la juste valeur.

Les créances et intérêts courus sont classés dans la catégorie « Prêts et créances » et sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les produits d'intérêts sont inclus au poste « Revenus de placement ».

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2011

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Les placements temporaires et à long terme sont classés dans la catégorie « Actifs disponibles à la vente ». Ces actifs sont mesurés à leur juste valeur. Les pertes ou les gains latents afférents sont exclus des résultats nets et présentés dans les soldes de fonds jusqu'à ce que ces pertes ou gains soient réalisés ou qu'une baisse de valeur de l'actif financier ne soit plus considérée comme temporaire. Lorsqu'un actif disponible à la vente est cédé ou subit une perte de valeur durable, la perte ou le gain cumulé aux soldes de fonds est alors reclassé aux résultats au poste « Revenus de placements ».

Les emprunts bancaires, les charges à payer et frais courus, la provision pour vacances, les intérêts courus et la dette à long terme sont classés dans « Autres passifs financiers ». Ils sont évalués à leur coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

JUSTE VALEUR

La juste valeur est le montant de la contrepartie dont conviendrait des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. Ces valeurs sont déterminées au moyen de méthodes d'évaluation telles que les cours des principales bourses.

La valeur du marché des titres détenus dans les fonds communs est établie par rapport aux cours acheteur à la date du bilan. Lorsque survient une baisse de la valeur des actifs sous-jacents détenus dans les fonds communs, la valeur des parts baisse également.

BAISSE DE VALEUR DURABLE DES ACTIFS FINANCIERS

Pour les actifs financiers autres que ceux détenus à des fins de transaction et les prêts et créances, le Musée évalue s'il existe une indication objective de la dépréciation de ces actifs. S'il existe une telle indication, le montant recouvrable des actifs est calculé. Advenant que ce montant soit inférieur à la valeur comptable des actifs, une perte pour dépréciation est constatée aux résultats.

DÉRIVÉS INCORPORÉS

Les dérivés incorporés dans d'autres instruments financiers ou contrats, autres que ceux détenus ou désignés à des fins de transaction, sont séparés de leur contrat hôte et comptabilisés à titre de dérivés lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas étroitement liés à ceux que présente le contrat hôte.

Le Musée a choisi le 1^{er} avril 2003 comme date de transition des dérivés incorporés, tel que prévu aux dispositions transitoires du chapitre 3855. En conséquence, seuls les contrats ou les instruments financiers conclus ou modifiés après la date de transition ont été revus en vue de recenser les dérivés incorporés.

Revenus de placements

Les produits d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice. Les pertes ou les gains sur la cession de placements sont établis selon la méthode du coût moyen. Les redistributions de capital sont constatées au moment où elles sont encaissées.

Stocks

Les stocks sont évalués à la moindre valeur (coût ou valeur de réalisation nette). Le coût est calculé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût ou, si elles sont reçues à titre gratuit, à la juste valeur marchande en date d'acquisition, et amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, soit :

Bâtiments	40 ans
Aménagements des bâtiments	10 ans
Aménagements extérieurs	10 ans
Matériel roulant	15 ans
Équipement spécialisé	10 ans
Mobilier et équipement de bureau	5 ans
Équipement informatique et bureautique	3 ans

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse diminuée des découverts bancaires.

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2011

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que le Musée ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le Musée. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

4. MODIFICATION FUTURE DE RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

En décembre 2010, le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public a modifié la préface des normes comptables canadiennes pour le secteur public dans le but d'enjoindre aux organismes sans but lucratif du secteur public de se conformer soit au Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public avec les chapitres SP 4200 à SP 4270, soit au Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public sans ces chapitres, et ce, à compter des exercices ouverts le 1^{er} janvier 2012. En date 31 mars 2011, le Musée n'a pas encore fait le choix de son référentiel comptable. Le Musée évalue actuellement les incidences futures du choix de son référentiel comptable sur la comptabilisation, l'évaluation ainsi que sur les informations à fournir dans les états financiers.

5. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2011		2010
	Fonds des opérations	Fonds des immobilisations	Total
	\$	\$	\$
Frais de fonctionnement	11 679 040	-	11 679 040
Projets spécifiques*	-	-	-
Intérêts sur la dette à long terme et autres intérêts	152	918 419	918 571
Virement des apports reportés - long terme	-	1 550 881	1 550 881
Charges non capitalisées relatives aux immobilisations corporelles et à leur maintien	-	438 790	438 790
	11 679 192	2 908 090	14 587 282
			16 316 049

* Ces subventions sont obtenues principalement pour la réalisation d'expositions.

6. FONDS DES OPÉRATIONS - SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

	2011	2010
	\$	\$
Patrimoine canadien	22 330	7 930
Conseil des Arts du Canada	269 100	249 600
	291 430	257 530

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2011

7. FONDS DES OPÉRATIONS - OPÉRATIONS NON MONÉTAIRES

Le Musée loue, en vertu d'une entente, une partie d'un de ses bâtiments pour une somme annuelle de 1 \$. En contrepartie, le locataire accorde au Musée des droits de passage relatifs à des installations lui appartenant. Étant donné que la juste valeur des services échangés dans le cadre de cette entente ne peut faire l'objet d'une évaluation fiable, cette transaction a été comptabilisée au montant de 1 \$, soit la valeur comptable de l'actif cédé, qui était nulle, ajustée pour tenir compte de la juste valeur de la contrepartie reçue, soit 1 \$.

Le Musée effectue par ailleurs avec certains fournisseurs des échanges de biens et de services. Ces opérations non monétaires sont inscrites à la juste valeur de ces biens et services échangés et sont inclus aux postes suivants de l'état des résultats :

	2011	2010
	\$	\$
Produits		
Billetterie et vestiaire	23 494	13 690
Location d'espaces et services connexes	2 870	1 600
Activités éducatives et culturelles	-	630
Commandites	269 422	274 651
	295 786	290 571
Charges		
Services professionnels, administratifs et autres	6 710	5 731
Transport et communications	289 076	284 840
	295 786	290 571

8. FONDS DES OPÉRATIONS – CONTRIBUTION DE LA FONDATION DU MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

La Fondation du Musée national des beaux-arts du Québec, dans laquelle le Musée a un intérêt économique, est constituée en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a pour principal objet de promouvoir et soutenir l'œuvre du Musée national des beaux-arts du Québec notamment en favorisant le développement des collections, le financement des expositions et l'accessibilité aux programmes éducatifs et en appuyant tout projet visant la croissance du Musée. En cas de dissolution ou de liquidation de la Fondation, tout reliquat de ses biens, une fois ses dettes acquittées, sera transféré au Musée. Les soldes de fonds de la Fondation totalisent 54 096 \$ au 31 mars 2011 (292 450 \$ en 2010). Au cours de l'exercice, la Fondation a contribué pour 12 925 \$ (4 607 \$ en 2010).

9. FONDS DES OPÉRATIONS - ŒUVRES D'ART

Les œuvres d'art que possède le Musée se répartissent entre les collections permanente et d'étude et la collection Prêt d'œuvres d'art.

Les collections permanente et d'étude du Musée sont constituées de 34 359 œuvres d'art réparties selon les catégories suivantes: architecture, arts décoratifs et design, arts graphiques, ethnologie, installation, peinture, photographie, sculpture, techniques mixtes, vidéo/film. Cette collection porte principalement sur l'art québécois de toutes les périodes, de l'art ancien à l'art actuel.

La collection Prêt d'œuvres d'art a été créée en 1982 par le ministère des Affaires culturelles dans le cadre d'une série de mesures visant à stimuler la vie artistique au Québec par l'acquisition d'œuvres de nouveaux artistes. Cette collection, constituée de 1 748 œuvres de même nature que celles de la collection permanente, est destinée à être exposée particulièrement dans les édifices publics du gouvernement et dans les délégations du Québec à l'étranger.

Au cours de l'exercice, le Musée a acquis 250 œuvres (498 en 2010) pour un montant total, incluant les ajustements de valeurs le cas échéant, de 2 123 095 \$ (2 866 603 \$ en 2010), soit 461 170 \$ par achat (568 250 \$ en 2010) et 1 661 925 \$ par don (2 298 353 \$ en 2010).

Le Musée est bénéficiaire des œuvres d'art d'une succession dont la valeur est estimée à près de 6,5 millions de dollars. La valeur réelle pourrait différer. La propriété de ces biens n'ayant pas été transférée au Musée, et les procédures de règlement de la succession n'étant pas finalisées, aucun don n'a été comptabilisé aux produits et aux charges du fonds des opérations pour l'exercice clos le 31 mars 2011.

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2011

10. REVENUS DE PLACEMENTS

	2011	2010
	\$	\$
Revenus d'intérêts tirés de ressources détenues à des fins de transaction	27 393	9 928
Revenus tirés de ressources disponibles à la vente - détenues à titre de dotation		
Pertes matérialisées sur cession de placements	(280)	(9 601)
Gains matérialisés sur cession de placements	2 862	2 664
Revenus distribués sur titres de fonds communs de placement	69 085	84 399
	71 667	77 462
Revenus tirés de ressources disponibles à la vente - autres		
Pertes matérialisées sur cession de placements	(455)	(17 908)
Gains matérialisés sur cession de placements	5 571	3 967
Revenus distribués sur titres de fonds communs de placement	109 259	134 166
	114 375	120 225
Total des revenus de placements gagnés au cours de l'exercice	213 435	207 615
Montants reportés affectés à des fins d'immobilisations corporelles et d'acquisitions d'œuvres d'art pour la collection du Musée	(71 667)	(77 462)
Virement de revenus de placements reportés	-	220 924
Total des revenus de placements constatés à titre de produits	141 768	351 077

11. VIREMENTS INTERFONDS

Un montant de 531 083 \$ (477 999 \$ en 2010), représentant la partie du solde du fonds des activités commerciales qui excède 400 000 \$, a été transféré au fonds des opérations afin de rembourser des emprunts ou de financer des activités du Musée (note 2).

Aux 31 mars 2011 et 2010, aucun montant n'a été transféré du fonds des opérations au fonds des expositions.

12. PLACEMENTS

Les placements sont composés uniquement de titres de fonds communs de placement. Ces derniers sont gérés par un gestionnaire externe de fonds de placements en vertu d'une convention de gestion et d'une politique de placement qui prévoit notamment la répartition d'actifs à respecter. Les placements dans les fonds communs ne sont assortis d'aucune date d'échéance contractuelle.

Fonds des opérations

	2011		2010	
	Valeur comptable (juste valeur)	Coût	Valeur comptable (juste valeur)	Coût
	\$	\$	\$	\$
PLACEMENTS TEMPORAIRES				
Fonds de marché monétaire	269 431	270 264	321 508	322 544
PLACEMENTS À LONG TERME				
Fonds d'obligations	1 554 193	1 523 473	1 566 661	1 538 984
Fonds d'actions	907 170	838 763	643 652	656 598
	2 461 363	2 362 236	2 210 313	2 195 582

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2011

12. PLACEMENTS (suite)

Fonds de dotation	2011		2010	
	Valeur comptable (juste valeur)	Coût	Valeur comptable (juste valeur)	Coût
	\$	\$	\$	\$
PLACEMENTS TEMPORAIRES				
Fonds de marché monétaire	172 814	173 373	200 947	201 622
PLACEMENTS À LONG TERME				
Fonds d'obligations	978 978	959 632	982 515	964 773
Fonds d'actions	568 990	522 289	407 949	417 231
	1 547 968	1 481 921	1 390 464	1 382 004

Les pertes et les gains latents résultant de la réévaluation à la juste valeur des placements et cumulés au solde du fonds se détaillent comme suit:

Fonds des opérations	2011	2010
	\$	\$
Pertes latentes	(8 968)	(29 731)
Gains latents	107 262	43 427
	98 294	13 696
Fonds de dotation	2011	2010
	\$	\$
Pertes latentes	(2 802)	(20 420)
Gains latents	68 290	28 205
	65 488	7 785

13. CRÉANCES ET INTÉRÊTS COURUS

	2011	2010
	\$	\$
Fondation du Musée national des beaux-arts du Québec, sans intérêt	36 472	27 045
Intérêts courus	2 315	650
Taxes à recevoir	209 426	114 949
Autres créances	270 342	420 952
	518 555	563 596

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2011

14. SUBVENTIONS À RECEVOIR - GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Fonds des opérations

Les subventions à recevoir du gouvernement du Québec présentées à court terme se détaillent comme suit :

	2011	2010
	\$	\$
Intérêts à recevoir	-	537
Remboursements de capital sur la dette à long terme à effectuer au cours du prochain exercice	-	35 459
Autres subventions à recevoir	-	565 000
	-	600 996

Quant à celles présentées à long terme, elles se détaillent comme suit :

	2011	2010
	\$	\$
Subventions à recevoir relatives à la réalisation d'expositions	35 459	35 459
Remboursements de capital sur la dette à long terme à effectuer au cours du prochain exercice	(35 459)	(35 459)
	-	-

Fonds des immobilisations

Les subventions à recevoir du gouvernement du Québec présentées à court terme se détaillent comme suit :

	2011	2010
	\$	\$
Intérêts à recevoir	390 400	446 584
Remboursements de capital sur la dette à long terme à effectuer au cours du prochain exercice	2 183 390	2 512 221
	2 573 790	2 958 805

Quant à celles présentées à long terme, elles se détaillent comme suit :

	2011	2010
	\$	\$
Subventions à recevoir relatives aux immobilisations corporelles et à leur maintien	21 236 835	20 989 450
Remboursements de capital sur la dette à long terme à effectuer au cours du prochain exercice	(2 183 390)	(2 512 221)
	19 053 445	18 477 229

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2011

15. FONDS DES IMMOBILISATIONS – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

			2011	2010
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
	\$	\$	\$	\$
Terrains *	6 050 138	-	6 050 138	6 074 157
Bâtiments *	44 274 059	26 924 458	17 349 601	18 316 901
Aménagements des bâtiments	3 771 404	2 939 856	831 548	1 035 697
Aménagements extérieurs	428 740	241 135	187 605	221 757
Matériel roulant	170 609	78 311	92 298	103 221
Équipement spécialisé	1 883 445	1 268 533	614 912	716 637
Mobilier et équipement de bureau	256 162	205 340	50 822	39 705
Équipement informatique et bureautique	814 176	626 742	187 434	221 676
Construction en cours	3 407 527	-	3 407 527	1 305 067
	61 056 260	32 284 375	28 771 885	28 034 818

* Le Musée a acquis certains de ces biens immeubles du gouvernement du Québec pour le prix de 1 \$ chacun en 1985 et 1988. Ceux-ci ont été comptabilisés selon l'évaluation municipale à ces dates, soit 1 210 250 \$ pour les terrains et 6 358 900 \$ pour les bâtiments. Le gouvernement a, par la suite, autorisé différents projets d'agrandissement et de réparations majeures des bâtiments.

16. EMPRUNTS BANCAIRES

Fonds des opérations

Le gouvernement du Québec a autorisé par décret le Musée à contracter une marge de crédit relative au fonctionnement du Musée pour un montant maximum de 1 500 000 \$. Au 31 mars 2011, le Musée n'avait pas contracté cet emprunt.

Fonds des immobilisations

Le gouvernement du Québec a autorisé le Musée à contracter les emprunts bancaires suivants relatifs aux immobilisations corporelles et à leur maintien :

	2011	2010
	\$	\$
Marge de crédit remboursable à demande, autorisée par décret pour un montant maximum de 827 100 \$ portant intérêt au taux d'acceptation bancaire, échéant le 29 avril 2011	349 500	283 200
Marge de crédit remboursable à demande, autorisée par décret pour un montant maximum de 1 674 600 \$ portant intérêt au taux d'acceptation bancaire, échéant le 29 avril 2011	633 000	420 500
Marge de crédit remboursable à demande, autorisée par décret pour un montant maximum de 3 400 000 \$ portant intérêt au taux d'acceptation bancaire, échéant le 29 avril 2011	2 837 500	1 193 000
Marge de crédit remboursable à demande, autorisée par décret pour un montant maximum de 1 813 900 \$ portant intérêt au taux d'acceptation bancaire, échéant le 29 avril 2011	217 500	1 000
Marge de crédit remboursable à demande, autorisée par décret pour un montant maximum de 13 000 000 \$ portant intérêt au taux d'acceptation bancaire, échéant le 29 avril 2011	1 046 000	-
	5 083 500	1 897 700

Le montant maximum autorisé par le gouvernement du Québec pour ces emprunts bancaires, incluant les frais d'emprunt prévus lors du financement à long terme, s'élève à 25 113 711 \$ (8 020 309 \$ en 2010). Le taux d'acceptation bancaire de l'institution bancaire est de 1,501% au 31 mars 2011 (0,734% au 31 mars 2010).

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2011

17. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2011	2010
	\$	\$
Traitements et avantages sociaux à payer	540 475	468 196
Autres charges à payer et frais courus	2 415 408	2 941 106
	<u>2 955 883</u>	<u>3 409 302</u>

18. APPORTS REPORTÉS

Fonds des opérations	2011	2010
	\$	\$
Solde au début	214 855	385 909
Montant constaté à titre de produits de l'exercice	(214 855)	(223 764)
Montant reçu pour les exercices subséquents	132 497	52 710
Solde à la fin	<u>132 497</u>	<u>214 855</u>

Fonds des immobilisations	2011	2010
	\$	\$
Solde au début	21 779 928	21 694 457
Subventions du gouvernement du Québec	2 759 602	2 876 883
Virement des apports reportés	(1 550 881)	(1 550 710)
Charges non capitalisées relatives aux immobilisations corporelles et à leur maintien	(438 790)	(1 240 702)
Solde à la fin	<u>22 549 859</u>	<u>21 779 928</u>

19. DETTE À LONG TERME

Fonds des opérations	2011	2010
	\$	\$
Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec remboursé au cours de l'exercice	-	35 459
Versements échéant en deçà d'un an	-	(35 459)
	<u>-</u>	<u>-</u>

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2011

19. DETTE À LONG TERME (suite)

Fonds des immobilisations	2011	2010
	\$	\$
Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 6,261%, garanti par le gouvernement du Québec, remboursable par versements annuels en capital de 1 430 584 \$, échéant en avril 2017	10 014 093	11 444 678
Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 4,652%, garanti par le gouvernement du Québec, remboursable par versements annuels en capital de 176 913 \$, échéant en octobre 2014	707 652	884 565
Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 4,911%, garanti par le gouvernement du Québec, remboursable par versements annuels en capital de 245 329 \$, échéant en juillet 2020	2 453 293	2 698 622
Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 4,692%, garanti par le gouvernement du Québec, remboursable par versements annuels en capital de 81 511 \$, échéant en mars 2016	407 553	489 064
Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 4,164%, garanti par le gouvernement du Québec, remboursable par versements annuels en capital de 165 528 \$, échéant en octobre 2013	1 158 694	1 324 221
Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 4,087%, garanti par le gouvernement du Québec, remboursable par versements annuels en capital de 83 525 \$, échéant en décembre 2018	668 197	751 722
Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec remboursé au cours de l'exercice	-	328 827
	15 409 482	17 921 699
Versements échéant en deçà d'un an	(2 183 390)	(2 512 221)
	13 226 092	15 409 478

Les versements en capital sur ces emprunts sont acquittés annuellement, et les intérêts semestriellement, à même la subvention du gouvernement du Québec prévue à cette fin.

Les montants prévus des versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

2012	2 183 390 \$
2013	2 183 390 \$
2014	2 845 500 \$
2015	2 017 862 \$
2016	1 840 949 \$

20. INFORMATIONS SUR LE CAPITAL

Le capital du Musée est constitué des soldes de fonds et des apports reportés.

Le Musée gère son capital en effectuant une gestion prudente de ses produits, charges, actifs et passifs afin de s'assurer qu'il exécute de manière efficace les fonctions spécifiées dans sa loi constitutive tout en se conformant aux exigences des apporteurs.

Le Musée a atteint l'équilibre budgétaire et respecté les conditions auxquelles sont assujettis les apports reçus.

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2011

21. FLUX DE TRÉSORERIE

La trésorerie se détaille comme suit :

	2011	2010
	\$	\$
Encaisse	2 230 830	2 059 836
Découvert bancaire	(167 991)	(976 432)
	2 062 839	1 083 404

Les opérations non monétaires des activités d'exploitation, d'investissement et de financement se détaillent comme suit :

	2011	2010
	\$	\$
Gains nets latents survenus sur les placements	142 301	278 693
Acquisitions d'immobilisations corporelles en contrepartie de créances interfonds ou de charges à payer et frais courus	1 706 889	1 408 565

Les intérêts versés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 015 318 \$ (1 109 739 \$ en 2010).

22. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers qui sont mesurées à la valeur d'échange, le Musée est apparenté à tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Musée n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles.

Les principales opérations effectuées avec des apparentés se détaillent comme suit, à l'exception de celles présentées distinctement dans les états financiers:

	2011			2010		
	Gouvernement du Québec	Entités sous contrôle commun	Entités sous influence notable	Gouvernement du Québec	Entités sous contrôle commun	Entités sous influence notable
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits						
Billetterie et vestiaire	736	4 436	-	-	-	700
Stationnement	-	330	-	2 636	1 536	-
Boutique et publications	4 235	5 731	-	11 529	29 494	-
Location d'espaces et services connexes	20 790	27 845	-	52 800	24 355	2 626
Location et diffusion d'œuvres d'art et d'expositions	151 005	80 114	50	167 064	84 489	200
Activités éducatives et culturelles	331	2 023	-	-	-	-
Commandites	-	-	8 333	-	-	22 500
Autres contributions et partenariats	-	-	-	-	-	33 924
Charges						
Traitements et avantages sociaux	297 469	-	-	326 166	-	-
Énergie, taxes et assurances	-	82 281	463 669	-	83 915	447 478
Services professionnels, administratifs et autres	21 632	4 806	-	9 966	4 893	-
Entretien, réparations et aménagement	-	1 482	-	-	1 576	-
Transport et communications	-	141 860	-	102	137 909	-
Fournitures et approvisionnement	640	12 413	-	1 170	10 976	-
Location de locaux	-	46 363	-	-	40 257	-

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2011

22. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (suite)

Les principaux soldes résultant des opérations effectuées avec des apparentés se détaillent comme suit, à l'exception de ceux présentés distinctement dans les états financiers:

	2011			2010		
	Gouvernement du Québec	Entités sous contrôle commun	Entités sous influence notable	Gouvernement du Québec	Entités sous contrôle commun	Entités sous influence notable
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actif						
Créances et intérêts courus	96 507	17 630	-	36 094	41 801	-
Frais payés d'avance	-	21 322	-	-	22 833	-
Passif						
Charges à payer et frais courus	23 067	35 935	44 261	7 470	21 278	36 859
Dépôts de clients et produits reportés	143 927	84 583	-	145 883	81 094	50
Apports reportés - court terme	67 405	16 667	-	162 145	-	-

23. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les membres du personnel du Musée participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2011, le taux de cotisation du Musée pour le RREGOP a augmenté de 8,19 % à 8,69 % de la masse salariale cotisable et celui du RRPE de 10,54 % à 11,54 %.

Les cotisations du Musée imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 366 549 \$ (408 675 \$ en 2010) pour le fonds des opérations et à 11 704 \$ (15 358 \$ en 2010) pour le fonds des activités commerciales. Les obligations du Musée envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provisions pour vacances et congés de maladie

	2011		2010	
	Vacances	Congés de maladie	Vacances	Congés de maladie
	\$	\$	\$	\$
Solde au début	692 262	882 326	626 904	927 558
Charge de l'exercice	592 018	150 926	621 711	183 617
Prestations versées au cours de l'exercice	(596 085)	(167 734)	(556 353)	(228 849)
Solde à la fin	688 195	865 518	692 262	882 326

ÉVALUATIONS ET ESTIMATIONS SUBSÉQUENTES

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2011 :

Taux d'indexation	0,75 % à 3,5 % (2,5 % à 3,25 % en 2010)
Taux d'actualisation	3,2 % à 4,10 % (2,75 % à 3,8 % en 2010)
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	5 à 22 ans (6 à 22 ans en 2010)

La provision pour vacances n'a fait l'objet d'aucune actualisation compte tenu que le Musée estime que les vacances accumulées seront prises au cours du prochain exercice.

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2011

24. INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur des actifs et passifs financiers**ACTIFS ET PASSIFS À COURT TERME**

La juste valeur des instruments financiers à court terme, à l'exception des placements temporaires dont la juste valeur est décrite à la note 12, équivaut à leur valeur comptable étant donné leur échéance rapprochée.

PLACEMENTS À LONG TERME

La juste valeur des placements à long terme est décrite à la note 12.

DETTE À LONG TERME

Au 31 mars 2011, la juste valeur des emprunts sur billet du Fonds de financement totalisant 15 409 482 \$ (17 957 158 \$ en 2010) s'établissait à 17 301 659 \$ (20 182 810 \$ en 2010), compte tenu de l'actualisation, aux taux de 1,86% à 2,89%, des flux de trésorerie au cours du marché pour des ententes de nature semblable quant à l'échéance et au taux d'intérêt.

Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de change

Le Musée est exposé au risque de change en raison de soldes libellés en devises qui se détaillent comme suit :

	2011		2010	
	En devises	En dollars canadiens	En devises	En dollars canadiens
Encaisse en livres	-	-	31 667	48 837
Encaisse en dollars américains	80 087	77 829	-	-
Créances en euros	-	-	8 000	10 990
Charges à payer et frais courus en livres	20 000	31 190	31 334	48 013
Charges à payer et frais courus en euros	16 275	22 355	12 378	17 045

Le Musée ne conclut pas de contrats visant à couvrir le risque de change auquel il est exposé.

Risque de taux d'intérêt

La volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et passifs (risque de marché lié aux taux d'intérêt fixes) de même que sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie du Musée (risque de flux de trésorerie lié aux taux d'intérêt variables).

Le Musée gère son portefeuille de placements en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses revenus d'intérêts.

La dette à long terme porte intérêt à taux fixe. Le risque auquel est exposé le Musée est minime, compte tenu que le Musée prévoit le remboursement à l'échéance.

Risque de crédit

Le Musée est exposé à un risque de crédit sur la plupart de ses actifs financiers. Le risque de crédit est le risque que l'autre partie à l'actif financier manque à ses obligations et que cette situation entraîne une perte financière pour le Musée. Ce risque provient surtout des contreparties aux créances. L'exposition du Musée correspond à la valeur comptable de ces actifs financiers.

Le Musée considère que son risque associé aux créances est minime en raison du type de clientèle visée, constituée en grande partie d'organismes du secteur public.

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2011

25. ENGAGEMENTS

Le Musée est engagé, avec le Musée de la civilisation, par une entente d'occupation à long terme échéant le 27 juin 2023 pour la location d'espaces de la Réserve muséale de la Capitale nationale.

La charge de loyer, ajustée selon les frais d'exploitation réels, imputée aux résultats de l'exercice s'élève à 176 686 \$ (185 530 \$ en 2010). Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit :

2012	180 904 \$
2013	180 904 \$
2014	180 904 \$
2015	180 904 \$
2016	180 904 \$
2017 et suivantes	1 311 554 \$

Le Musée est également engagé par divers contrats échéant jusqu'en décembre 2013 à verser une somme de 10 770 123 \$ qui se répartit principalement entre des services professionnels et de construction liés à un projet d'agrandissement (6 780 012 \$), des travaux de maintien des actifs (155 009 \$, dont 90 000 \$ auprès d'une entité sous contrôle commun du gouvernement du Québec), des services de sécurité et d'entretien des bâtiments et des équipements (2 529 360 \$), des expositions et activités en préparation (1 231 003 \$, dont 8 400 \$ auprès du gouvernement du Québec) et divers services administratifs (74 739 \$).

Les paiements exigibles au cours des prochains exercices s'élèvent à 9 001 577 \$ en 2012, à 1 289 334 \$ en 2013 et à 479 212 \$ en 2014.

26. OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le Musée détient un terrain et des bâtiments qui ont été acquis en vue d'un projet d'agrandissement pour lesquels le Musée devra assumer certains coûts de décontamination. Ces coûts, dont la juste valeur de l'obligation est estimée à 939 888 \$ (963 907 \$ en 2010), ont été capitalisés au coût du terrain détenu en vue de cet agrandissement et devraient être encourus au cours du prochain exercice. De ce fait, la contrepartie a été comptabilisée aux charges à payer et frais courus.

27. ÉVENTUALITÉS

Pour donner suite à ses obligations légales en matière de maintien de l'équité salariale, le Musée effectuera des évaluations des catégories d'emplois qui donneront possiblement lieu à des ajustements salariaux. À la date de préparation des états financiers, le Musée n'est pas en mesure d'évaluer le montant qu'il pourrait devoir déboursier, le cas échéant, étant donné que les travaux relatifs à cette démarche ne sont pas encore complétés. En conséquence, aucun montant n'a été constaté aux états financiers.

28. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2010 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2011.